

# JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

## ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15, à Moscou, chez M. Maximilianovsky, libraire, Pont des Marchaux, H. LASKOWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LASKOWITZ, ci-devant N. KYMKEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C<sup>o</sup>, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C<sup>o</sup>, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr., n<sup>o</sup> 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGEL.

**PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG**  
ANGLAISES ET AFFICHES . . . 10 cop. la ligne.  
RECLAMES . . . 25  
FAITS DIVERS . . . 75

## S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du

Journal, lib. de la Cour Impériale, Pont de la Police, de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15, à Moscou, chez M. Maximilianovsky, libraire, Pont des Marchaux; H. LASKOWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LASKOWITZ, ci-devant N. KYMKEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C<sup>o</sup>, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C<sup>o</sup>, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr., n<sup>o</sup> 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGEL.

## PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SAINT-PETERSBOURG.)	2 <sup>e</sup> r.	5 <sup>e</sup> r.	10 <sup>e</sup> r.	15 <sup>e</sup> r.
Intérieur	2 50	6 75	12 50	18 75
États de l'Union postale Allemande	2 50	7 12	13 25	20 00
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 75	8 13	14 25	21 25
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 00	8 50	15 00	22 50
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Égypte	3 25	9 25	16 00	24 00
États-Unis d'Amérique	3 50	10 00	17 00	25 50

PRIX DU NUMÉRO: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

## CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> JANVIER. Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 DÉCEMBRE. **Abonnements pour St-Petersbourg:** au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de la Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15. **Abonnements pour l'Intérieur:** adresser les lettres au: Ипаневичъ, редакторъ Журнала въ Петербургѣ, Максимовъ, переулокъ, n<sup>o</sup> 15 et à Moscou, chez Gaudier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous. **Abonnements pour l'Étranger:** adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 31 janvier.

### Nouvelles de la Cour.

Par ordre de S. M. l'Empereur la Cour impériale a pris le deuil par quatre semaines à l'occasion du décès de l'impératrice Caroline-Auguste, aïeule de S. M. l'Empereur François-Joseph d'Autriche. Ce deuil sera porté avec les subdivisions d'usage.

### Résumé de S. M. l'Empereur

A L'AIDE DE CAMP GÉNÉRAL BARON LIEVEN. Baron Guillaume Karlovitch, c'est aujourd'hui le cinquantième anniversaire de votre service dans les grades d'officier. Vous faisiez toujours remarquer par l'accomplissement rigoureux de vos devoirs et par votre activité d'une utilité exemplaire, vous avez pris, pendant la guerre, une part glorieuse à de nombreux combats dans les campagnes de 1825 et 1829 contre la Turquie et de 1831 contre les rebelles polonais. Constamment fidèle, pendant quarante ans, à la carrière du corps d'état-major que vous avez embrassé des votre entrée au service, vous y étiez parvenu au poste de quartier-maître général de Mon état-major général, et depuis vous avez été appelé par moi aux fonctions élevées de gouverneur militaire de Riga, gouverneur général de Livonie, d'Esthonie et de Courlande et commandant des troupes de la circonscription militaire de Riga, et enfin de membre du conseil de l'Empire. Outre votre participation aux travaux de cette haute institution de l'Etat, je vous ai revêtu de la charge de grand-veneur de Ma cour, que vous exercez à Ma parfaite satisfaction. En suivant par la pensée la carrière semi-séculaire de vos zélés services signalés de plus par l'accomplissement de diverses missions que, dans Notre confiance particulière, en votre personne, Mon Père et moi vous avons plusieurs fois données, il m'est agréable de vous en exprimer ma gratitude sincère. Afin de vous en donner un témoignage, et en souvenir de cette journée, je vous nomme chevalier de l'Ordre de Saint-André, dont je vous transmets ci-joint les insignes, demeurant pour toujours votre bienveillant

(et de la propre main de Sa Majesté Impériale) et sincèrement affectueux  
ALEXANDRE  
St-Petersbourg, le 29 janvier 1873.  
(Messager officiel.)

ÉTABLISSEMENTS DE L'EMPERATRICE MARIE. Promotion au rang de conseiller d'Etat actuel le conseiller d'Etat en retraite Fatioune, ci-devant surveillant honoraire du gymnase de Marie pour les jeunes filles de Simbirsk. (Ord. du jour imp. du 20 janvier.)

MINISTÈRE DES FINANCES. Nomination à un emploi de fonctionnaire pour missions spéciales, le conseiller d'Etat actuel de Reinhold, en disponibilité au ministère.

Mutation. Le conseiller d'Etat actuel de Glasek, en disponibilité au ministère des domaines de l'Empire, passe en disponibilité au département des douanes. (Ord. du jour du ministre des finances du 15 décembre 1872.)

JUSTICES DE PAIX. Par des arrêtés du 18 décembre 1872, le sénat dirigeant a confirmé en qualité de juges de paix honoraires: pour le district de Pavlograd (gouvernement de Catherine), le conseiller d'Etat actuel prince Alexandre Stcherbatov, et pour le district de Mestchorsk (gouvernement de Kalouga), le général-major Grégoire Stcherbatov.

(Gazette du sénat.)

Le 26 décembre 1872 S. M. l'Empereur a daigné sanctionner une décision du conseil de

l'Empire portant création d'un emploi de second secrétaire à la légation impériale en Suisse et suppression du consulat de Russie à Elsenaur. (Bulletin des lois.)

Le 23 décembre dernier, S. M. l'Empereur a daigné autoriser la création d'une bourse au séminaire ecclésiastique de Kazan, au moyen d'un capital de 2,500 r. légué par le défunt conseiller de collège Vladimir Bolgarsky, dont le boursier portera le nom. (Messager officiel.)

En vertu du § 2 de la décision du conseil de l'Empire sanctionnée par S. M. l'Empereur le 6 février 1862, le ministre des finances, après s'en être entendu avec celui de l'intérieur, a autorisé la création d'une banque communale dans la ville de Pavlograd (gouvernement de Catherine), au capital de 12,000 r., prélevé sur les fonds de réserve de la ville. (Bulletin des lois.)

Le Bulletin des lois n<sup>o</sup> 10) contient le règlement de la caisse de secours aux indigents israélites de Minsk et les statuts des Associations de prêts et d'épargne du bourg de Drozdina (gouvernement de Smolensk), de la ville de Kadnikov (gouvernement de Volodga), et du bailliage Nijné-Stolodskaya (même gouvernement), approuvés par le ministre des finances, le premier, le 11 janvier, et les trois autres, le 15 du même mois.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

On écrit à la Bourse:

« La crise que traverse la navigation à vapeur sur la Volga continue et semble même prendre des proportions plus sérieuses. Les armateurs s'emparent d'en finir avec leurs entreprises négatives encore si avantageuses et les compagnies par actions commencent à manifester une tendance à les limiter. On sait que la compagnie Neptun a liquidé et a vendu ses vapeurs. On nous écrit à présent que la Compagnie de Volga-Kama vient aussi de vendre 8 steamers et 22 barges à la compagnie Droujina pour la somme de 250,000 r. payable en six ans. La Droujina va donc posséder maintenant une flotte de 30 bateaux à vapeur. La Compagnie de Volga-Kama n'a d'ailleurs vendu ses steamers que pour les remplacer par d'autres construits sur le modèle des bateaux à vapeur de navigation fluviale employés en Amérique. On sait que ce système a été inauguré chez nous par l'apparition du *Pervénets*, appartenant à ladite compagnie, et du vapeur *Alexandre II*, de la compagnie *Gaoussé* et *Mercure*. On assure aussi que la Compagnie de navigation à vapeur de la Volga (1843) a l'intention de renoncer au remorquage et compte se borner au transport des voyageurs. Les chemins de fer attendant au Volga, ont fait considérablement baisser les prix des frets. »

— Le conseil de la confrérie orthodoxe de Jean le Précurseur à Kamenetz-Podolsk nous adresse une circulaire annonçant que cette association, fondée en 1804, a ouvert dans ces derniers temps une école de métiers pour 30 élèves du sexe masculin et une école de travaux d'aiguille pour 20 jeunes filles. Ces établissements si utiles manquent à l'heure qu'il est de moyens d'existence. La confrérie a employé toutes ses ressources disponibles à les organiser et les élèves volontaires du public local se trouvent insuffisants pour couvrir tous les frais d'entretien. La confrérie s'adresse donc à toutes les personnes de bonne volonté en les priant d'envoyer leurs dons à Kamenetz-Podolsk, au conseil de la confrérie de Jean le Précurseur. Si minimas que soient les offrandes, la confrérie les accueillera avec reconnaissance, en accusant leur réception par des quittances qui seront envoyées aux donateurs.

— La Gazette (russe) de l'Académie donne les détails suivants sur le coulage d'une énorme enclume à la fonderie de Perm, dont nous avons déjà parlé d'après un télégramme publié par l'Invalide russe:

« Cette enclume est destinée à un marteau gigantesque de 50 tonnes, qui doit servir à

forger les canons en acier de grand calibre. Elle est d'une masse homogène de fonte pesant 37,000 pouds. Le coulage dans ces conditions présentait d'immenses difficultés. Il a fallu fondre le métal dans 14 fourneaux et 700 ouvriers ont travaillé à cette opération pendant 30 heures consécutives. Le succès du coulage a été complet et nos fonderies ont droit d'être fières d'avoir produit une pièce qui, sans exagération aucune, n'a pas sa pareille en Europe jusqu'à présent. »

— D'après l'Indicateur de l'Administration de la presse, le nombre des almanachs pour l'année 1873 publiés en Russie monte à 55, avec un total de 572,285 exemplaires. Les almanachs en langue russe sont au nombre de 40; — les quinze autres sont en langue allemande.

— La Gazette (russe) de l'Académie raconte que le procureur du juge de paix du 26<sup>e</sup> arrondissement a été le 29 janvier le théâtre d'une scène inqualifiable. Au moment où ce magistrat venait de prononcer sa sentence contre une femme de mauvaise vie convaincue de vol pour la troisième fois, cette femme a saisi un volume sur le bureau du juge et le lui a lancé à la tête. Le projectile a effleuré la tempe gauche du magistrat. Il a été immédiatement dressé procès-verbal de cet attentat, qui a vivement ému le public assez nombreux rassemblé dans le prétoire.

— Le Messager officiel signale trois accidents survenus sur nos chemins de fer du 27 au 29 janvier, et dans ce nombre deux cas de déraillement (lignes de Moscou-Brest et Moscou-Kazan).

LES JOURNAUX RUSSES. — Nous avons dit dans notre numéro du 21 janvier, en parlant de l'enquête agricole, que la III<sup>e</sup> section de la Société économique devait dans sa séance du 20 s'occuper de la seconde des questions qu'elle avait mises en son ordre du jour pour coopérer à cette enquête, celle de savoir: « dans quelle mesure les institutions existantes de crédit foncier sont en état de satisfaire aux besoins du crédit à long terme et à courte échéance de notre propriété foncière et dans quelles directions il est désirable de développer ces institutions ».

Effectivement la séance du 20 non seulement, mais encore celle du 27, ont été consacrées à cette question si intéressante pour l'industrie agricole et la discussion s'est engagée sur un rapport de M. Kaufmann dont voici les principales conclusions: 1<sup>re</sup> La condition la plus importante pour la prospérité de notre agriculture consisterait à obtenir un emploi productif des capitaux qu'elle emprunte; mais sous ce rapport la législation est impuissante; 2<sup>e</sup> liberté des banques foncières sous toutes les formes, la coopération du gouvernement devant se borner à donner des bases plus solides à la législation hypothécaire et à mieux définir la responsabilité des commissions de taxation attachées à ces banques; 3<sup>e</sup> l'endettement de notre propriété foncière est loin d'être arrivé à un point qui puisse inspirer des craintes et ce qui le prouve, c'est que les lettres de gage émises jusqu'ici ne dépassent pas 150 millions, tandis qu'en 1859 la dette des propriétaires envers les anciens établissements de crédit avait atteint le chiffre de 425 millions; 4<sup>e</sup> la situation économique du pays ne permet pas de faire fond sur les seuls capitaux russes pour satisfaire aux demandes de crédit de l'agriculture.

Ces conclusions, notamment la 2<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup>, ont été vivement discutées et combattues et l'écho des opinions divergentes nous revient aujourd'hui dans un article de la Voix, qui s'attache à démontrer les dangers immenses que, à son avis, offrirait la fondation projetée d'une Banque foncière centrale dont nous avons dit quelques mots dans notre numéro du 2 (14) décembre dernier. Ne connaissant pas exactement les statuts de l'établissement dont il s'agit, et qui sont actuellement soumis à l'examen

du conseil de l'Empire, nous n'entendons pas nous mêler de cette polémique, d'autant plus que celle-ci nous semble empreinte d'une dose d'exagération et d'animosité qu'il convient de laisser s'apaiser.

Pour en revenir à la III<sup>e</sup> section de la Société économique, elle a résolu de soumettre à M. le ministre des domaines aussi bien le rapport de M. Kaufmann que les procès-verbaux des débats auxquels il a donné lieu.

— Nous avons récemment (dans notre n<sup>o</sup> 26) fait connaître à nos lecteurs les critiques soulevées par le Monde russe à propos de l'organisation de l'administration économique dans l'armée. L'impartialité nous fait un devoir de leur mettre aujourd'hui sous les yeux les réflexions inspirées à la Voix par ces critiques, au sujet desquelles nous avons nous-mêmes fait nos réserves.

Après avoir exposé l'antagonisme existant entre les deux systèmes aujourd'hui en présence: — celui des circonscriptions militaires et celui des corps d'armée, la Voix accuse son confrère de vouloir nous ramener au système suranné des commissariats et des commissions d'approvisionnement, désormais condamnées par l'expérience, — et notamment pendant la guerre de Crimée. Un pareil retour aux institutions du passé, — dit la Voix, — découle de la part du Monde russe un parti pris de fermer les yeux aux progrès accomplis dans les dix dernières années; mais, de plus, ce journal tombe dans une flagrante contradiction, lorsqu'il accuse le règlement sanctionné le 17 avril 1868, — au sujet de l'administration de campagne des armées en temps de guerre — d'amoindrir l'importance de l'autorité suprême, en concluant que cette autorité, d'après les règlements actuels, peut n'être pas présente à l'armée, — médiatement ou — immédiatement. »

Mais le fait de la désignation d'une autorité suprême au commandement en chef ne démontre-t-il pas suffisamment qu'en principe le Souverain reste l'unique commandant supérieur de la force armée? Cependant le Monde russe ne s'en tient pas là; il dirige ses attaques contre tout le système administratif de la guerre en général, dans l'espoir d'entraîner dans sa chute tous ceux qui ont attaché leur activité.

Passant des considérations générales aux particularités, nous voudrions savoir, — poursuit la Voix, — ce que veut le Monde russe, lorsqu'en blâmant les règlements de 1868 il se plaint que les fonctionnaires qui ne sont soumis à l'autorité du général en chef qu'en ce qui a rapport aux approvisionnements de l'armée, feront moins de cas de la surveillance du général en chef que de celle du ministre de la guerre, sous le ressort duquel ils se retrouveront après la guerre?

En premier lieu, — répond la Voix, — peut-il y avoir conflit d'autorité entre le général en chef et le ministre de la guerre? Ensuite les employés subalternes ne peuvent-ils remplir leur devoir que d'une manière servile? Pour leur le Monde russe croit-il impossible que le général en chef puisse agir de concert avec ceux qui ont été désignés par le pouvoir suprême pour concourir à vaincre l'ennemi commun? Le général en chef ne peut-il être complètement indépendant qu'autant que ses subordonnés sont ses créatures et non des serviteurs honnêtes et dévoués à leur souverain et à leur patrie? Enfin est-il possible que le Monde russe croie qu'en temps de guerre une armée puisse être privée des ressources qui l'alimentent en temps de paix? — Mais si l'on reconnaît que l'armée ne saurait exister sans ces ressources, il est impossible de ne pas admettre qu'aux règlements sur la direction de l'armée en temps de guerre doivent se rattacher les fils qui réunissent l'armée active aux institutions locales, et la solidité et l'élasticité

letchka haussant ses épaules maigrelettes, comme si elle voulait m'enterrer et me recouvrir de son mépris. —

— Grand merci, mademoiselle de Galagat! continuai-je en lui faisant de profonds saluts. — Mais, stupide autant qu'il vous plaira, ce n'est pas moins la vraie vérité, — et je me mis à chanter:

Malbroug s'en va-t-en guerre... (Chant.)

— Vous devenez positivement fou!

— Non, je ne suis pas fou, — ou... continuai-je sur le même air:

Mironton, ton, ton, mirontaine

Je dis la vérité —

Jamais ne reviendra... —

— Mais qui ne reviendra? Qui est parti?

Dites-le à la fin dit Galetchka en frappant du pied, pendant que sa gouvernante, jolte, mais par trop dentée, me regardait d'un air menaçant.

— Celui que vous écoutez hier de cette fenêtre, dis-je rapidement à Galetchka. Ce n'est pas ma tante, dis-je ensuite à l'Anglaise, mais Malbroug, c'est-à-dire le baron Felsen, est parti ce matin.

— Le baron! s'écrièrent-elles en même temps.

— Précisément. Il est parti, et ce n'est pas la pleine d'ouvrir la fenêtre, dis-je piteusement à la grande dame. — Mais elle ne ressentait plus mes malices. Elle échangeait des regards avec miss Pink, et la même expression d'étonnement attiré se lisait sur leurs visages.

« Il les a toutes enrôlées depuis la première jusqu'à la dernière! — pensai-je, et, tout plein d'une joie intérieure, j'ajoutai mentale-

de ces liens seront, d'autant plus fortes que l'organisation des administrations locales sera plus régulière; or, on n'obtiendra ce résultat qu'en ne touchant pas à l'organisation de l'armée en temps de paix.

D'après les idées émises par le Monde russe, ajouta la Voix, on voit qu'il préférerait un système d'organisation régulier, dépendant d'un général en chef entouré de ses « clients. » Il est incontestable que pour des hommes de génie, une telle situation peut concentrer une immense puissance, dont les résultats seraient incalculables; mais le pays a-t-il le droit, quand il s'agit de son indépendance et de son honneur, de compter sur l'apparition de ces génies qui se comptent comme les siècles dans la vie des peuples? Quant à ceux qui se bornent à savoir commander une armée, — les seuls sur qui l'on puisse compter, — il faudrait adopter un système qui les exemptât de s'occuper des détails de l'organisation et de l'administration.

En résumé, conclut la Voix, puisque le Monde russe se déclare compétent pour juger de pareilles questions au lieu de s'attacher avec acharnement, et dans une disposition dont la malveillance n'échappe à personne, à faire ressortir les défauts inséparables de toute œuvre humaine, il prouverait bien mieux sa compétence, et ferait acte de réel patriotisme en indiquant, selon lui, les moyens de réparer le mal qui se borne à signaler.

THÉÂTRE FRANÇAIS. — Le dernier feuilleton de notre chroniqueur J. F., publié il y a deux jours, nous a valu l'honneur de la visite d'une très gracieuse artiste et une lettre anonyme — bien moins gracieuse — l'une et l'autre pour nous apprendre que, précédemment déjà, à une représentation de *Lady Turquoise* qui remonte à plusieurs années, le rôle de Jeanne de Clermont avait été tenu par M<sup>lle</sup> Worms et celui du baron de Tourbier par M<sup>lle</sup> Diédonne. Ce fut acte.

Profitez de l'occasion pour rappeler que c'est samedi prochain la représentation à bénéfice de M<sup>lle</sup> Delaporte dans *M<sup>lle</sup> de Belle-Isle* avec la bénéficiaire M<sup>lle</sup> Sapet-Borelli, MM. Dupuis, Worms, Nertann, Fossier, etc., pour interpréter. La comédie d'une heure en gare est remplacée par la *Revue contre les belles-mères*, comédie vaudeville en un acte, dans laquelle on entendra M<sup>lle</sup> Paul Ernest, Vigne et Blanche, MM. Lagrange, Diédonne et Luquet. L'avocat pécuniaire sera interprété par M<sup>lle</sup> Worms, M<sup>lle</sup> Diédonne, Péchea, Fossier, Munié et Georges.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

MM. Figueras et Castelar n'ont pas pu se refuser le plaisir de télégraphier à leur ami politique M. Edgard Quinet que dès hier au soir la république allait être proclamée à Madrid. La pensée se reporte immédiatement à cette funeste date du 4 septembre (dont on a voulu même faire une fête nationale) où les têtes fortes du parti républicain en France ne purent s'empêcher d'allumer des lampions pour célébrer la proclamation de la république, oubliant la défaite nationale au prix de laquelle elle avait été achetée.

MM. Castelar et Figueras revendiquent, eux aussi, le mérite d'avoir fondé la république, quand c'est l'impuissance du gouvernement à venir à bout du mouvement carliste et de l'insurrection cubaine qui semble avoir provoqué son écroulement. La dépêche des deux députés républicains signifie seulement que leurs amis n'ont pas même porté le respect des convenances jusqu'à attendre le départ du roi avant de « proclamer » quoi que ce soit. D'ailleurs, il va de soi que le roi abdiquant et personne n'étant là pour prendre sa place, c'est le régime républicain qui se substitue à celui de la monarchie. Ou bien les correspondants de M. Edgard Quinet ont-ils voulu signifier en même temps qu'eux et leurs amis sont résolus à ne point attendre les décisions des Cortès et

à proclamer d'ores et déjà qu'ils vont désormais gouverner l'Espagne, comme M. Gambetta et ses amis l'ont fait le 4 septembre à Paris? Nous ne tarderons pas à savoir si les Cortès auront accepté ce coup de main et s'y seront soumises.

Du reste, l'Espagne a déjà « joué » pendant plus de deux ans du régime républicain; elle n'éprouvait pas alors de plus ardent désir que celui de se trouver un roi. Il est vrai qu'elle était gouvernée à cette époque par les Prim, les Serrano et les Topete. Aujourd'hui MM. Castelar et Figueras songent à établir ce que leurs amis de France appellent la « république des républicains ». Nul doute que si l'administration leur est livrée, ils ne parviennent aussi à faire élire des Cortès à leur dévotion. Tout parti au pouvoir a essayé de ce système et la « majorité » lui a toujours été acquise. Mais réussiront-ils aussi à apaiser l'insurrection cubaine et à faire cesser le mouvement carliste? L'Espagne devenant le refuge de ces aventuriers de tous les pays qui vont infailliblement s'abattre sur elle, le gouvernement républicain — relativement modéré — de MM. Castelar et Figueras saura-t-il résister mieux que ne l'ont su naguère les hommes de Tours et de Bordeaux, dont les délégués ont été récemment constatés par les enquêtes parlementaires de Versailles?

Et si l'insurrection carliste persiste à tenir la campagne; si les alphonsistes, les montpensieristes, les unionistes, etc., se mettent de la partie; si l'Internationale s'en mêle à son tour, trop heureuse de trouver un nouveau champ pour ses exploits, — que deviendra le gouvernement des républicains et où puisera-t-il les forces nécessaires pour tenir tête à tous ces assauts? Ce n'est pas sans de sinistres et douloureux pressentiments qu'on se pose toutes ces questions. C'est une crise décisive que traverse la nation espagnole et il faut une confiance bien robuste pour espérer qu'elle s'en tirera sans de grandes souffrances, de celles qui peuvent régénérer un peuple, mais qui peuvent aussi lui porter le coup fatal.

En France, l'Assemblée Nationale a continué le 7 et le 8 février la discussion de la loi relative au travail des enfants dans les manufactures. Il s'agissait pour elle, comme nous l'avons déjà constaté, de procéder à l'adoption des articles tendant à l'établissement d'un inspecteur chargé d'assurer l'exécution des prescriptions de la loi. La Chambre avait à choisir entre plusieurs systèmes et elle s'est arrêtée à celui qui demandait l'établissement d'inspecteurs spéciaux, et non pas à ceux qui croyaient bon de charger de ce soin les inspecteurs primaires.

L'Assemblée a voté ensuite, sans observation, cinq articles de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures. Ces articles instituent des commissions locales de surveillance et une commission supérieure. Sur l'art. 25, relatif aux contraventions, M. Keller a proposé un amendement introduisant, dans certains cas, la peine de l'emprisonnement. Cet amendement a été rejeté. Puis une discussion s'étant élevée sur la distinction à établir entre les délits et les contraventions, l'article 25 a été renvoyé à la commission, ainsi que le reste du projet.

La séance du 8 a vu se produire en outre une interpellation de M. Brice sur la circulaire du ministre de la guerre concernant les engagés volontaires d'un an. Puis M. Gavini, député de la Corse, est monté à la tribune et a demandé que l'As-

semblée se prononce sur la proposition de loi relative à la répression de la fraude sur le sel.

— Et vous dites « jamais » il ne reviendra plus, et vous dites la vérité? demanda Galetchka.

— Et c'est vrai, vraiment? Qui vous a dit?

— Pour toujours! dis-je avec un geste triomphant. Il ne commandera pas l'escadron, et le même commandant vous restera pour consolation, et pour preuve que je ne suis pas stupide et que j'ai dit la vérité, interrogez votre papa et votre maman. Adieu, mesdemoiselles!

— Mister Boris, Boris, attendez, me crièrent les deux jeunes filles. Mais je ne m'arrêterai pas à les entendre et je cours dans le jardin.

Je tombai immédiatement sur Créty et Léon: la ligne à la main, ils se dirigeaient vers l'étang. Derrière eux, un petit paysan nu-tête portait une coquille pleine de vers et un énorme morceau de pain. Léon, tout joyeux, se bécota à mon cou pour m'embrasser. Il se mit à bondir comme un jeune chevreuil et se mit à embrasser aussi Créty et le petit garçon barbouillé, qui sur le champ s'essuya le visage sur sa manche, barbouillant ainsi mieux que jamais la poussière et la sueur sur sa figure, et se mit à rire à gorge déployée.

Il avait l'air aussi heureux que Léon, et même que Sylvia, qui l'accompagnait, et qui, transportée de joie à son tour, leur sauta à la figure, léchant tantôt l'un, tantôt l'autre. Mon gouverneur avait l'air quelque peu embarrassé; il s'excusa de ne pouvoir en ce moment continuer notre leçon de latin, en disant qu'il avait bien mal à la tête, qu'il faisait bien chaud et qu'il espérait respirer après du lac et air frais et humide qui était pour lui la plus efficace des médecines.

— Du reste, vous vous rappelez bien ce que vous avez déjà appris, et ma conscience ne me reproche pas le léger retard que j'apporte à vous le faire répéter; puis il m'offrit d'un air très raisonnable de les accompagner à la pêche.

— J'acceptai, et nous continuâmes à causer le plus amicalement du monde le long de la rive; Léon et Grégoire avaient pris les devants. En arrivant au lac nous les trouvâmes déjà à l'œuvre, assis sous un grand saule; Léon, pêcheur encore inexpérimenté, nous cria de loin qu'il avait failli attraper un gros carassin, pendant que le petit garçon barbouillé, immobile, la ligne tendue, lui faisait de la main des signes expressifs pour l'empêcher d'effrayer le poisson par ses cris. Créty s'assit à peu de distance, et d'un air dégoûté s'occupa à fixer à son hameçon un ver qui se tortillait entre ses doigts. Les conversations s'arrêtèrent et tous les yeux se fixèrent sur l'eau.

Mais ce qui s'exhalait de cette eau immobile, unie et verdâtre comme le verre d'un châssis, ce n'était pas la fraîcheur, c'était une vapeur brûlante, comme d'une baignoire. Les rayons du soleil tombant dans le lac, brillaient et ondoyaient, semblaient dormir au fond de l'eau; les cygnes et les saules avec leurs longues feuilles étroites semblaient des langues de serpent, à demi-létrées par la chaleur, dormant aussi; le gibier aquatique sommeillait dans les épais roseaux; et le poisson endormi dans les creux du lac ne se laissait pas attirer par nos vers et nos miettes de pain. Je re-

## UNE QUESTION NÉGLIGÉE

par B. M. MARKÉVITCH

(d'après le Messager Russe.)

Traduit du russe par DURAND et GRÉVILLE.

Première partie.

Suite (1).

XIX.

Elles disparaurent. J'entraî dans ma chambre. Créty n'y était pas; j'attendis un peu, — puis j'allai voir Galetchka. La non plus, il n'y avait personne, hormis la jeune demoiselle et miss Pink. La « grande dame » me reçut du haut de sa grandeur; elle se pencha dans sa robe longue, qui l'habillait mal encore, faute d'habitude, — elle avait obtenu de porter des robes longues précisément avant notre arrivée à Bogdanovsk. J'avais positivement perdu ses bonnes grâces d'abord, je m'étais éloigné d'elle le premier, et j'avais cessé de « l'adorer » du moment où j'avais vu Lioubow Pétrouva; ensuite, du moment où elle avait endossé la robe à traîne et où elle était passée « jeune personne » elle trouvait au-dessous d'elle de faire attention à un « garçon ». Je la compris au premier mot et je ne résolus à ne pas quitter sa chambre avant de l'avoir mis convenablement en colère.

— A quoi dois-je l'honneur de votre visite? me demanda-t-elle en français, aussitôt que j'entraî, en répondant cérémonieusement à mon salut par un signe de tête de haut en bas.

— A votre maman, lui répondis-je de mon ton le plus dégagé et le plus indifférent, —

(1) Voir notre n<sup>o</sup> 24.



semblée fixait une date pour le rapport des pétitions dans lesquelles un certain nombre d'habitants d'Ajaccio ont protesté contre l'expulsion du territoire français du prince Napoléon-Jérôme. M. Gavini a déclaré que la discussion de ces pétitions était urgente et qu'elle intéressait le grand principe de la liberté individuelle.

M. Depierre, rapporteur de la commission saisie de la pétition relative au prince Napoléon-Jérôme, a proposé que la discussion du rapport fût ajournée après la discussion du projet de loi de la commission des Trente; mais M. Gavini ayant trouvé cette date un peu indéterminée, M. Depierre, et après lui, M. Baragnon, ont indiqué une date un peu plus précise, à savoir le second samedi qui suivra le débat sur les propositions de la commission des Trente. Malgré la protestation de M. Bethmont, la droite et le centre droit ont voté pour cette proposition, qui a été adoptée.

Les feuilles radicales représentent cette «condescendance», ainsi qu'elles l'appellent, de la droite à l'égard des bonapartistes comme une preuve de ce que celle-ci tient à se ménager les voix que le parti napoléonien possède à la Chambre, en cas de lutte avec le gouvernement.

On trouvera sous la rubrique France un compte-rendu détaillé des séances tenues par la commission des Trente le 7 et le 8 février.

On se rappelle la motion Savary, tendante à abolir le scrutin de liste et à rétablir l'ancienne loi électorale qui ne reconnaît le mandat d'un député que si le candidat a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, le nombre de tous les bulletins déposés devant être égal au moins au quart de tous les électeurs inscrits. La commission chargée de l'examen de cette proposition a terminé son rapport, qui a été distribué le 8 février aux députés, et l'auteur du rapport, M. Lefèvre-Pontalis, conclut dans le sens de la demande de M. Savary et engage l'Assemblée à voter une loi conforme.

Nous publions plus loin le compte-rendu des séances dans lesquelles les deux Chambres anglaises ont voté l'adresse en réponse au discours du trône.

Dans la séance du lendemain, 7 février, de la Chambre des Lords, le ministre des affaires étrangères, parlant de l'affaire du *Murillo*, a déclaré qu'il regrettrait dans ce cas l'absence d'un traité d'extradition avec l'Espagne; il a ajouté que le gouvernement anglais poursuivait activement des négociations pour la conclusion d'un pareil traité et il a promis de soumettre au Parlement la correspondance échangée avec le gouvernement espagnol par rapport à ce navire, lequel, comme on sait, est accusé d'avoir abordé et coulé le *Northfleet* dans la Manche, sans lui porter secours.

Lord Granville a constaté à la même occasion que des négociations sont entamées en vue de la conclusion de traités d'extradition avec le Danemark et les Etats-Unis et qu'elles sont déjà très avancées. Pour ce qui est de la France, le ministre a fait observer que la nécessité d'une intervention diplomatique pour le cas d'extradition a entièrement disparu.

Les journaux de Londres continuent à s'occuper des questions qui vont faire sans doute l'objet des prochaines délibérations du Parlement britannique. Le *Times* s'étant prononcé tout dernièrement en faveur de la séparation du Canada, le *Daily Telegraph* et le *Morning Post* protestent vigoureusement contre ce conseil, en démontrant que la perte de cette province et son annexion aux Etats-Unis changeraient complètement la position de l'Angleterre vis-à-vis de l'Amérique. La supériorité maritime de la Grande-Bretagne, disent-ils, serait perdue, car la marine marchande de la Confédération canadienne, qui occupe environ 75 mille matelots, suffirait, en passant au gouvernement américain, pour lui donner une prépondérance marquée sur la flotte de l'Angleterre.

Une autre question, que traite longuement le *Times*, est celle de l'université d'Irlande. Le journal de la Cité n'admet pas que les griefs des catholiques soient de nature à justifier la transformation complète de l'université de Dublin et le renversement du système actuel. Il ne comprend pas que les évêques catholiques d'Irlande puissent exiger de l'Etat une subvention pour la fondation d'une nouvelle université exclusivement catholique, lorsqu'il est prouvé que la grande majorité profite sans scrupules de l'éducation donnée dans les collèges mixtes (*Queen's col-*

leges). Le *Times* rappelle l'exemple des évêques belges qui n'ont demandé aucune subvention pour fonder l'université catholique de Louvain. Tout compromis avec les ultramontains étant impossible — ajoute-t-il — il est nécessaire que le projet de loi élaboré par le ministère se recommande au Parlement par son propre mérite, car il est certain que M. Gladstone ne doit plus compter sur l'effet des concessions qu'il pourrait faire à l'épiscopat catholique.

Une dépêche de Berne, 8 février, porte, d'après des nouvelles de Genève, que le Conseil d'Etat de ce dernier canton a retiré leurs émoluments, pour le terme de trois mois, à tous les curés du canton qui ont lu du haut de la chaire, sans l'autorisation des autorités, le bref du pape nommé M. Mermillod vicaire apostolique de Genève.

Le Conseil fédéral suisse a reçu de son département politique un rapport détaillé sur la nouvelle phase de l'incident Mermillod, mais à la date de la dépêche il n'avait pas encore pris de décision définitive. Sur le désir du Conseil fédéral, le Conseil d'Etat de Genève avait aussi ajourné sa décision.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Paris, mardi 11 février, au soir.

M. Edgar Quinet a reçu aujourd'hui de MM. Figueras et Castelar une dépêche de Madrid, midi 16 minutes, annonçant que la république y sera proclamée dans la soirée.

## Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

### Allemagne.

Prusse. — L'adresse identique de l'épiscopat prussien à la Chambre des Seigneurs et à la Chambre des Députés, au sujet des lois politiques-religieuses, est conçue comme suit, d'après la *Germania*:

«Le gouvernement impérial et royal a soumis à la Chambre, relativement à l'instruction et à l'installation des ecclésiastiques, ainsi qu'au pouvoir disciplinaire, des projets de loi qui sont en contradiction avec les ordonnances comme avec l'essence même de la sainte Eglise catholique. Si ces lois étaient adoptées, aucun chrétien catholique, et d'autant moins un prêtre ou un évêque, ne pourrait sans une grave infidélité à sa croyance reconnaître la validité de ces lois et leur prêter obéissance. En conséquence, les évêques prussiens soussignés adressent très respectueusement à la Chambre l'instance prière, tout en reconnaissant la liberté et le droit de l'Eglise d'administrer ses affaires elle-même, de ne pas approuver les projets de loi dont il s'agit, et d'épargner par là à la monarchie prussienne les conséquences déplorable que devrait avoir forcément une pareille violence faite à la conscience de millions de citoyens catholiques.»

Les journaux relèvent le fait que l'évêque de Strasbourg a aussi apposé sa signature au bas de cette adresse, avec tous ses collègues prussiens.

M. Lasker a déposé une double motion au sujet des concessions de chemins de fer. La première demande simplement une communication officielle sur toutes les concessions de chemins de fer soumises à l'autorité compétente depuis l'année 1862. La seconde motion a la teneur suivante:

«Plaise à la Chambre d'arrêter: 1° En vertu de l'art. 82 de la Constitution, il est ouvert une enquête tendant à fournir les renseignements voulus sur les points que voici:

«a. Dans quelle mesure les obligations et les garanties imposées aux entrepreneurs lors de concessions de chemins de fer ont-elles atteint de fait le but qu'elles doivent atteindre conformément aux prescriptions légales et aux règlements administratifs sur la matière, surtout en ce qui concerne la fixation authentique et le mode de formation du capital?

«b. Jusqu'à quel point les contrats et autres actes ont-ils été exécutés de fait, dans la mise à exécution des projets de construction, avec les prescriptions légales, les règlements administratifs et les obligations des concessionnaires?

«2° Une commission parlementaire de sept membres est chargée de diriger l'enquête; et 3° Le gouvernement est invité à coopérer à l'enquête.»

La soixantième fête commémorative des volontaires de 1813-1815 a eu lieu le 3 février à Berlin, à l'hôtel Armin, qui était décoré et pavé pour la circonstance. Ces vétérans des guerres de l'indépendance allemande étaient réduits cette année au nombre de 57, dont le plus âgé a 91 ans et le plus jeune 75 ans. A la fête de 1863, il y avait encore 200 assistants. La cérémonie a été présidée par M. de Bonin, ancien ministre de la guerre, lequel a donné lecture, au milieu de l'enthousiasme général, de la fameuse proclamation: «A mon peuple!» lancée de Breslau en 1813 par le roi Frédéric-Guillaume III. Les toasts à la mémoire des rois Frédéric-Guillaume III et Frédéric-Guillaume IV et en l'honneur de S. M. l'empereur et roi régnant, n'ont naturellement pas été oubliés, pas plus que les vivats à la patrie et à l'armée.

Un voile de mélancolie s'étendait cependant sur les convives, car cette fête sera la dernière, de sorte que pour les 57 survivants des volontaires de 1813, c'était une fête d'adieu.

Saxe. — Les bulletins les plus récents sur l'état de santé de la reine Amélie (8 et 9 février) sont satisfaisants. La fièvre avait diminué et l'angustie malade reprenait des forces.

Autriche-Hongrie.

On lit dans la *Wiener-Zeitung* du 8 février: «L'état de S. A. I. l'archiduc François-Charles, père de S. M. l'empereur, qui s'était blessé au pied il y a quelques jours par suite d'une chute, continue à s'améliorer.»

On lit dans la *Correspondance générale* du 8 février:

«Les négociations entamées il y a plusieurs années par le gouvernement suédo-norvégien avec le gouvernement austro-hongrois, en vue de s'assurer mutuellement certains avantages dans le commerce et la navigation, étaient restées jusqu'ici sans résultat. Or, la Suède vient d'exprimer le désir de conclure avec l'Autriche un traité formel de commerce et de navigation, auquel le traité austro-belge de 1867 servirait de modèle, du moins dans ses points essentiels.»

Les «vieux-catholiques» de Vienne ont adressé le 7 février au Reichsrath une pétition qui sera un jour ou l'autre l'objet de vifs débats. La pétition est basée sur le principe que les décisions du concile du 18 juillet 1870, où a été décrétée l'infaillibilité du pape, marquent la date de la création, à Rome, d'une Eglise ultramontaine, incompatible avec les principes de l'Eglise catholique. Or, voici ce que disent les «vieux-catholiques»: «En notre qualité de représentants de l'Eglise catholique, reconnue depuis des siècles, nous sommes naturellement autorisés à réclamer tous les droits assurés par l'article XV des lois fondamentales de l'Etat à chacun des cultes reconnus. Donc nous devons protester hautement, et en regard aux libertés de croyance et de conscience garanties par la Constitution, contre le décret du ministère des cultes, en date du 20 février 1872, décret dans lequel on nous met dans l'alternative de nous soumettre à l'Eglise ultramontaine, ou de nous abriter derrière le «nihilisme religieux».

Plus loin, et en considération des faits précédents, les signataires de la pétition invitent le Reichsrath à prendre les décisions suivantes: 1° Les évêques nommés par les «vieux-catholiques» seront reconnus comme évêques de l'Eglise catholique, après avoir été consacrés. 2° Les communautés de «vieux-catholiques» jouiront des droits reconnus aux autres communautés sans que ces droits aient besoin de leur être spécialement accordés. 3° Les ecclésiastiques nommés par les communautés de «vieux-catholiques» jouiront de tous les droits des prêtres catholiques. 4° Les prêtres «vieux-catholiques» sont autorisés, comme les autres, à inscrire les naissances, mariages et décès dans les registres *ad hoc* et ils peuvent exercer ce droit tant que les registres de l'état-civil ne seront pas exclusivement confiés aux autorités civiles. 5° Les communautés de «vieux-catholiques» ont des droits sur les biens de l'Eglise catholique. 6° Les «vieux-catholiques» ne sont aucunement tenus de travailler, dans l'intérêt de l'Eglise ultramontaine, en prenant part à des collectes faites par celle-ci. 7° Les «vieux-catholiques» ont le droit de faire usage, alternativement avec les ultramontains, de toutes les églises catholiques; enfin 8° Les enfants des «vieux-catholiques» sont instruits dans la religion par des maîtres «vieux-catholiques».

Une grave question a surgi inopinément à la Chambre des Députés de Hongrie: celle de l'expulsion des jésuites du territoire du royaume. Le télégraphe nous a déjà signalé cet incident; voici, d'après les journaux de Pesth, quelques détails à ce sujet.

Le comitat de Csanad avait adressé à la Chambre une pétition demandant l'expulsion des pères de la compagnie de Jésus et cette pétition est venue à l'ordre du jour de la séance du 8 février.

Après une vive discussion, M. de Majthényi (centre gauche) a proposé la motion suivante: «La Chambre renvoie la demande du comitat de Csanad aux ministres des cultes et de l'intérieur, les invitant à expulser les jésuites du territoire du royaume sous le plus bref délai et à procéder, à l'égard des biens de l'ordre, d'après la teneur des lois. La Chambre attend très prochainement un rapport sur le résultat de son initiative.»

Sur la proposition de M. le comte Théodore Csaky (droite), appuyée par toute la gauche et la plus grande partie de la droite, il a été décidé que la motion Majthényi serait envoyée à l'impression pour être soumise en son temps à la délibération régulière de la Chambre.

Dans cette même séance du 8 février, M. Vecsey a interpellé M. de Szlavy, président du conseil, sur la question de savoir s'il ne serait pas possible de faire des démarches opportu-

nes pour que, dans le «grand titre» de S. M. l'empereur et roi, — titre qui semble faire abstraction de l'existence politique et de l'indépendance de la Hongrie, — le royaume figurât à une place conforme à sa position comme Etat, et qu'on éliminât du titre les mots: «grand-voivode de la voïvodie de Serbie.»

France.

COMMISSION DES TRENTES.

Séance du 7 février.

Présidence de M. de Larcy.

M. DE LARCY donne lecture du préambule du projet de la commission, ainsi conçu: «L'Assemblée Nationale, réservant dans son intégrité le pouvoir constituant qui lui appartient, mais voulant apporter des améliorations aux attributions des pouvoirs publics, décrète:»

M. ARAGO. Je me borne à demander à la commission si, après les observations présentées par M. le président de la république sur les termes de ce préambule, qui peuvent donner lieu à des commentaires de nature à jeter de l'incertitude dans les esprits, elle persiste à le maintenir.

Persone ne demandant la parole, le préambule est mis aux voix et adopté par 14 voix contre 4. Plusieurs membres s'abstiennent.

M. DE LARCY lit le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup>, ainsi conçu: «L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 août 1871 est modifié ainsi qu'il suit: Le président de la république communique avec l'Assemblée par des messages qui sont lus à la tribune par un des ministres.»

Ce premier paragraphe est adopté sans discussion.

M. DE LARCY donne ensuite lecture du paragraphe 2, dont voici les termes: «Néanmoins, il sera entendu par l'Assemblée, dans la discussion des lois, lorsqu'il le jugera nécessaire après l'avoir informée de son intention par un message.»

Ce deuxième paragraphe est encore adopté sans discussion.

M. DE LARCY lit le troisième paragraphe, ainsi conçu: «La discussion à l'occasion de laquelle le président de la république prendra la parole est suspendue après la réception du message, et le président sera entendu le lendemain, à moins qu'un vote spécial ne décide qu'il le sera le même jour.»

Le troisième paragraphe est adopté sans discussion.

M. DE LARCY lit le 4<sup>e</sup> paragraphe, ainsi rédigé: «La séance est levée après qu'il a été entendu et la discussion n'est reprise qu'à une séance ultérieure.» M. Thiers demande qu'on rédige ainsi ce dernier paragraphe: «La séance est levée après qu'il a été entendu et que la discussion est close sur le sujet de son discours.»

M. LE DUC DE BROGLIE. L'amendement proposé par M. le président de la République, s'il était adopté, ferait tomber le fond même du projet. Que nous sommes-nous proposé en effet? C'est de prévenir les discussions personnelles entre le président de la République et les membres de l'Assemblée, et par cela même, d'empêcher les conflits qui naissent inévitablement de ces discussions.

Il peut, en effet, arriver que dans l'ardeur inévitable d'une discussion, M. le président de la République se soit montré disposé à abandonner le pouvoir sans avoir en le temps nécessaire pour examiner si la matière qui a donné lieu à la discussion est assez importante pour motiver une semblable résolution et sans que, d'un autre côté, l'Assemblée ait en le temps d'examiner s'il n'y a point lieu pour elle d'accepter les propositions faites par le gouvernement.

Les discussions qui peuvent faire naître ces conflits sont une gêne pour la délibération de l'Assemblée.

Pour donner à M. le président de la République une compensation, nous lui avons accordé un droit de veto.

Ce droit n'aurait absolument aucun motif si M. le président de la République pouvait toujours intervenir dans les discussions comme précédemment. J'espère qu'il trouvera ces observations fondées. Mais, je le répète, admettre la modification proposée par lui, ce serait détruire le projet même que nous avons rédigé.

M. ARAGO. Je n'attache pas d'importance au rejet de l'amendement proposé par M. le président de la République, car tout le monde reconnaît qu'il doit avoir la faculté d'intervenir dans la discussion des lois, s'il croit nécessaire de rétablir certains faits ou certains chiffres jugés par lui inexacts.

Seulement, comme cette intervention ne pourrait se faire que par des messages successifs qui présenteraient un caractère étrange, il serait d'avis qu'on accordât à M. le président de la République la satisfaction qu'il demande, afin de régulariser un droit que nul ne veut lui refuser, celui de revenir dans une discussion par de nouveaux messages, s'il en a besoin.

M. MAX-RICHARD dit que les conflits ont toujours eu pour cause la présence du président de la République à l'Assemblée et sa participation trop fréquente aux discussions.

MM. RICARD, DUBREUIL, DE COURCEL, GRÉVY, prennent successivement la parole.

On met aux voix la rédaction de la commission, qui est adoptée par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.

M. DE LARCY lit le dernier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup>, ainsi conçu: «La délibération a

lieu hors la présence du président de la République.» Cette rédaction est adoptée sans discussion.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 est voté également.

M. DE LARCY lit le deuxième paragraphe de l'article 2, ainsi conçu:

«Dans le délai de trois jours, lorsqu'il s'agit d'une loi non soumise à trois lectures, le président de la République aura le droit de demander, par un message motivé, une seconde délibération, s'il n'a pas été préalablement entendu dans la discussion.»

M. le président de la République demande qu'on fasse disparaître cette exception, c'est-à-dire qu'on supprime ces mots: «S'il n'a pas été préalablement entendu.»

M. DE LA BASSETIÈRE combat la suppression demandée par le président de la République.

M. LEFÈVRE-PONTALIS appuie l'opinion de M. de la Bassetière.

M. MARCEL BARTHÉLÉMY croit que c'est surtout pour les lois déclarées urgentes qu'il convient d'accorder au président de la République le droit de provoquer une deuxième délibération.

M. DE LA BASSETIÈRE croit au contraire qu'il ne faut pas mettre d'entrave pour la promulgation des lois nées de certaines nécessités urgentes, il peut, par exemple, être utile, à un moment donné, de déclarer l'état de siège dans un département, et il ne faut pas que l'application d'une semblable mesure puisse être exposée à des retards lorsque surtout le président de la République a été entendu.

M. DE LARCY n'est pas d'avis d'accorder la suppression demandée par M. le président de la République.

Après discussion, M. LE PRÉSIDENT met aux voix la suppression de ces mots: «S'il n'a pas été entendu.» La suppression est prononcée par 11 voix contre 10. Quelques membres s'abstiennent.

M. DE LARCY lit le deuxième paragraphe de l'art. 2, ainsi conçu: «Pour les lois soumises à la formalité des trois lectures, le président de la République aura le droit, après la deuxième, de demander que la mise à l'ordre du jour pour la troisième ne soit fixée qu'après le délai d'un mois.»

M. le président de la République a demandé un délai de deux mois.

M. LEFÈVRE-PONTALIS est d'avis que la commission maintienne le délai d'un mois. Il ne faut pas, dit-il, que le vote des lois puisse être indéfiniment retardé par le gouvernement.

Le délai de deux mois, mis aux voix, est adopté par 15 voix contre 7. Plusieurs membres s'abstiennent.

M. DE LARCY lit l'article 3, ainsi conçu: «Les interpellations ne peuvent être adressées qu'aux ministres et non au président de la République.»

M. le président de la République propose la rédaction suivante:

«Lorsque les interpellations adressées aux ministres ou aux pétitions envoyées à l'Assemblée se rapportent aux affaires étrangères de l'Etat, le président de la République devra être entendu. Il en sera autrement lorsque les uns et les autres auront trait à la politique intérieure.»

Dans ce cas, les ministres répondront seuls des actes qui les concernent. Mais si, après délibération spéciale du conseil, si déclarent que les questions soulevées se rattachent à la politique générale du gouvernement et engagent ainsi la responsabilité du président de la République, le président devra être entendu dans les formes ci-dessus déterminées.

M. LUCIEN BRUN. Notre commission a cherché à réaliser la responsabilité ministérielle. Si elle ne fait point cela, elle n'aura absolument rien fait. Je ne veux pas supprimer la responsabilité du président de la République, mais il y a deux responsabilités en présence, celle des ministres et celle du délégué de l'Assemblée.

Celle-ci a le droit de choisir celle des deux responsabilités qu'elle veut atteindre. Elle doit donc rester juge du point de savoir si les ministres seront seuls entendus, ou si le président de la République, son délégué, doit l'être. Pour réaliser cette pensée, je propose une rédaction nouvelle ainsi conçue: «Néanmoins, si le ministre interpellé déclare que la responsabilité ministérielle est engagée, le président pourra être entendu et pourra, jusqu'à ce que la clôture soit prononcée, prendre part à la discussion.»

M. DELACOUR s'oppose à la prise en considération de l'amendement proposé par M. Brun.

M. HAUSSEVILLE propose l'amendement suivant: «Le vice-président du conseil communiquera la délibération à l'Assemblée, qui, après l'avoir entendu, fixera le jour de la discussion du président.»

Après une discussion à laquelle prennent part MM. A. Grévy, Lucien Brun, Sazac, Arago, Berthault et Ricard, la discussion est renvoyée au lendemain.

Séance du 8 février.

M. DE LARCY, président. La discussion s'est arrêtée hier à l'art. 3, relatif aux interpellations.

M. L. BRUN relit son amendement. Il est ainsi conçu: «Néanmoins si le ministre interpellé

lieu hors la présence du président de la République.» Cette rédaction est adoptée sans discussion.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 est voté également.

M. DE LARCY lit le deuxième paragraphe de l'article 2, ainsi conçu:

«Dans le délai de trois jours, lorsqu'il s'agit d'une loi non soumise à trois lectures, le président de la République aura le droit de demander, par un message motivé, une seconde délibération, s'il n'a pas été préalablement entendu dans la discussion.»

M. le président de la République demande qu'on fasse disparaître cette exception, c'est-à-dire qu'on supprime ces mots: «S'il n'a pas été préalablement entendu.»

M. DE LA BASSETIÈRE combat la suppression demandée par le président de la République.

M. LEFÈVRE-PONTALIS appuie l'opinion de M. de la Bassetière.

M. MARCEL BARTHÉLÉMY croit que c'est surtout pour les lois déclarées urgentes qu'il convient d'accorder au président de la République le droit de provoquer une deuxième délibération.

M. DE LA BASSETIÈRE croit au contraire qu'il ne faut pas mettre d'entrave pour la promulgation des lois nées de certaines nécessités urgentes, il peut, par exemple, être utile, à un moment donné, de déclarer l'état de siège dans un département, et il ne faut pas que l'application d'une semblable mesure puisse être exposée à des retards lorsque surtout le président de la République a été entendu.

M. DE LARCY n'est pas d'avis d'accorder la suppression demandée par M. le président de la République.

Après discussion, M. LE PRÉSIDENT met aux voix la suppression de ces mots: «S'il n'a pas été entendu.» La suppression est prononcée par 11 voix contre 10. Quelques membres s'abstiennent.

M. DE LARCY lit le deuxième paragraphe de l'art. 2, ainsi conçu: «Pour les lois soumises à la formalité des trois lectures, le président de la République aura le droit, après la deuxième, de demander que la mise à l'ordre du jour pour la troisième ne soit fixée qu'après le délai d'un mois.»

M. le président de la République a demandé un délai de deux mois.

M. LEFÈVRE-PONTALIS est d'avis que la commission maintienne le délai d'un mois. Il ne faut pas, dit-il, que le vote des lois puisse être indéfiniment retardé par le gouvernement.

Le délai de deux mois, mis aux voix, est adopté par 15 voix contre 7. Plusieurs membres s'abstiennent.

M. DE LARCY lit l'article 3, ainsi conçu: «Les interpellations ne peuvent être adressées qu'aux ministres et non au président de la République.»

M. le président de la République propose la rédaction suivante:

«Lorsque les interpellations adressées aux ministres ou aux pétitions envoyées à l'Assemblée se rapportent aux affaires étrangères de l'Etat, le président de la République devra être entendu. Il en sera autrement lorsque les uns et les autres auront trait à la politique intérieure.»

Dans ce cas, les ministres répondront seuls des actes qui les concernent. Mais si, après délibération spéciale du conseil, si déclarent que les questions soulevées se rattachent à la politique générale du gouvernement et engagent ainsi la responsabilité du président de la République, le président devra être entendu dans les formes ci-dessus déterminées.

M. LUCIEN BRUN. Notre commission a cherché à réaliser la responsabilité ministérielle. Si elle ne fait point cela, elle n'aura absolument rien fait. Je ne veux pas supprimer la responsabilité du président de la République, mais il y a deux responsabilités en présence, celle des ministres et celle du délégué de l'Assemblée.

Celle-ci a le droit de choisir celle des deux responsabilités qu'elle veut atteindre. Elle doit donc rester juge du point de savoir si les ministres seront seuls entendus, ou si le président de la République, son délégué, doit l'être. Pour réaliser cette pensée, je propose une rédaction nouvelle ainsi conçue: «Néanmoins, si le ministre interpellé déclare que la responsabilité ministérielle est engagée, le président pourra être entendu et pourra, jusqu'à ce que la clôture soit prononcée, prendre part à la discussion.»

M. DELACOUR s'oppose à la prise en considération de l'amendement proposé par M. Brun.

M. HAUSSEVILLE propose l'amendement suivant: «Le vice-président du conseil communiquera la délibération à l'Assemblée, qui, après l'avoir entendu, fixera le jour de la discussion du président.»

Après une discussion à laquelle prennent part MM. A. Grévy, Lucien Brun, Sazac, Arago, Berthault et Ricard, la discussion est renvoyée au lendemain.

Séance du 8 février.

M. DE LARCY, président. La discussion s'est arrêtée hier à l'art. 3, relatif aux interpellations.

M. L. BRUN relit son amendement. Il est ainsi conçu: «Néanmoins si le ministre interpellé

lieu hors la présence du président de la République.» Cette rédaction est adoptée sans discussion.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 est voté également.

M. DE LARCY lit le deuxième paragraphe de l'article 2, ainsi conçu:

«Dans le délai de trois jours, lorsqu'il s'agit d'une loi non soumise à trois lectures, le président de la République aura le droit de demander, par un message motivé, une seconde délibération, s'il n'a pas été préalablement entendu dans la discussion.»

M. le président de la République demande qu'on fasse disparaître cette exception, c'est-à-dire qu'on supprime ces mots: «S'il n'a pas été préalablement entendu.»

M. DE LA BASSETIÈRE combat la suppression demandée par le président de la République.

M. LEFÈVRE-PONTALIS appuie l'opinion de M. de la Bassetière.

M. MARCEL BARTHÉLÉMY croit que c'est surtout pour les lois déclarées urgentes qu'il convient d'accorder au président de la République le droit de provoquer une deuxième délibération.

M. DE LA BASSETIÈRE croit au contraire qu'il ne faut pas mettre d'entrave pour la promulgation des lois nées de certaines nécessités urgentes, il peut, par exemple, être utile, à un moment donné, de déclarer l'état de siège dans un département, et il ne faut pas que l'application d'une semblable mesure puisse être exposée à des retards lorsque surtout le président de la République a été entendu.

M. DE LARCY n'est pas d'avis d'accorder la suppression demandée par M. le président de la République.

Après discussion, M. LE PRÉSIDENT met aux voix la suppression de ces mots: «S'il n'a pas été entendu.» La suppression est prononcée par 11 voix contre 10. Quelques membres s'abstiennent.



et Arago; mais il croit que le chef du pouvoir exécutif est le meilleur juge des concessions qu'il lui convient de faire. M. le président de la République, obéissant à son désir d'entente avec la commission, a déclaré qu'il acceptait en principe l'amendement de M. d'Haussonville.

M. MARTEL. Je ne veux certes pas être plus royaliste que le roi. Je n'ai pas en l'honneur de parler de mon amendement. Mais, comme M. le président de la République, non par le désir d'être agréable à M. Thiers ou de lui procurer un avantage quelconque; mais uniquement par ce que j'ai cru être la vérité, et comme, je l'ai dit, déjà dit, par intérêt pour sa dignité elle-même, je maintiens mon amendement.

L'amendement de M. Martel est mis aux voix. Il est repoussé par 15 voix contre 5, plusieurs membres s'abstiennent.

M. AMÉDÉE LEFÈVRE-PONTALIS demande à modifier la rédaction proposée par M. d'Haussonville. Il ne veut donc pas que, dans le cours d'une discussion, le conseil des ministres puisse se retirer et prendre une délibération par laquelle il décidera que le président de la République doit être entendu. Il veut que l'Assemblée sache d'avance, quand une discussion aura lieu, si elle doit avoir devant elle ou les ministres ou le président de la République.

MM. SCAZET ET GRIVART trouvent la rédaction de M. d'Haussonville suffisante.

M. de LARCY dit qu'on pourrait donner satisfaction à M. Lefèvre-Pontalis à l'aide d'une légère modification dans la rédaction. Il suffirait de dire si, par une délibération spéciale communiquée à l'Assemblée, le conseil des ministres, etc., et le dernier paragraphe de l'amendement pourrait être conçu en ces termes: «Après cette communication, l'Assemblée fixera le jour de la discussion.»

L'amendement de MM. d'Haussonville et Scazet ainsi modifié est mis aux voix et adopté par 17 voix contre 9.

M. de LARCY. Nous avons maintenant à nous occuper de l'art. 4. Vous connaissez la rédaction de la commission, qui est ainsi conçue: «La commission des pouvoirs publics reste chargée de préparer et de présenter ultérieurement à l'Assemblée un projet de loi par lequel il sera pourvu à l'institution d'une deuxième Chambre, ne devant entrer en fonctions qu'après la séparation de l'Assemblée actuelle.»

«Le projet de loi électoral préparé par la commission spéciale sera, après qu'elle aura terminé son travail, renvoyé à la commission des pouvoirs publics, qui le revisera s'il ne se concilie pas avec la loi sur la deuxième Chambre.»

Plusieurs membres de la minorité font observer que la rédaction proposée par M. Dufaure était un amendement, il convient de la discuter et de la soumettre à un vote avant de s'occuper de la rédaction de la commission.

M. GRIVART demande le maintien de la rédaction de la commission et le rejet de celle qu'a proposée M. Dufaure.

M. DE BROGLIE partage ce sentiment avec d'autant plus de raison, que la presse a été unanime pour voter dans les mots «à bref délai» une dissolution très prochaine de l'Assemblée. Il trouve dans le projet de M. Dufaure quelque chose de très grave dans la prévision d'une sorte d'interdiction. Il ne comprend pas, quant à lui, ce que peut être cet interdiction.

Il serait bon de faire savoir à M. le garde des sceaux et à M. le président de la République les motifs qui ont déterminé la commission à rejeter la rédaction du gouvernement. C'est que, sous la forme dans laquelle elle est conçue, on peut voir l'indication d'une dissolution prochaine.

M. MAX RICHARD. Si ce sont les mots «à bref délai» qui sont le principal motif pour M. le garde des sceaux du rejet de la proposition de M. Dufaure, il est facile de remédier à une rédaction défectueuse en les faisant disparaître. Il proteste contre la supposition que M. le garde des sceaux ait voulu créer un interrogatoire quelconque pendant lequel le pouvoir exécutif serait sous le contrôle de la commission.

M. d'HAUSSONVILLE votera contre la rédaction proposée par M. Dufaure, d'abord parce qu'elle contient des expressions comminatoires, et en deuxième lieu parce qu'elle est contraire aux principes. Il le fera d'autant plus volontiers que M. le président de la République a déclaré lui-même, au sein de la commission, qu'il ne voyait dans l'article 4 du projet de loi rien qui pût devenir une cause de conflit.

M. DELACROIX dit que le projet de la proposition de M. Dufaure produira sur le pays le plus fâcheux effet. Ceux qui constituent le monde des affaires, ceux qui fabriquent, ceux qui négocient, qui travaillent, sont surtout préoccupés de la transmission du pouvoir exécutif. La commission va régler la question électorale, va s'occuper de la nomination d'une nouvelle Assemblée, le pays ne comprendra pas le silence qui sera gardé par elle sur la transmission du pouvoir exécutif.

M. GRIVART. Notre attention doit se concentrer sur le paragraphe 3 de la proposition de M. Dufaure. En effet, le paragraphe 1<sup>er</sup> est relatif à la création d'une deuxième Chambre, nous l'admettons aussi, mais le 3<sup>e</sup> paragraphe a pour objet d'organiser le pouvoir exécutif pour un très court intervalle de temps, celui qui s'écoulera entre la dissolution de l'Assemblée actuelle et la constitution des deux nouvelles Assemblées. Posons-nous ces deux questions: Y a-t-il utilité, y a-t-il urgence à procéder à cette organisation?

Il n'y a pas utilité, car l'Assemblée actuelle aura à s'occuper, à son heure, d'une manière plus large de l'organisation du pouvoir exécutif.

Il n'y a pas urgence, car nous n'avons pas à statuer actuellement sur l'avenir, et il n'est pas sage de régler le pouvoir exécutif pour un temps intermédiaire, nous pourrions toujours le faire, ne fût-ce que le dernier jour, à la dernière heure du fonctionnement de l'Assemblée.

La troisième partie du projet de M. Dufaure limiterait en quelque sorte nos pouvoirs. Je le repousse, parce que je veux réserver pour l'Assemblée une liberté plus grande.

Après une discussion à laquelle plusieurs autres membres, au met aux voix successivement les divers paragraphes de la proposition de M. Dufaure.

Le premier paragraphe est repoussé par 19 voix contre 10; le deuxième est repoussé par 19 voix contre 10.

On met ensuite aux voix le 1<sup>er</sup> § de l'article 4 du projet de la commission; il est adopté par 21 voix.

Le 2<sup>e</sup> § de la commission est adopté par 17 voix.

M. ARAGO dépose l'amendement suivant: «Les pouvoirs de M. le président de la République sont prorogés jusqu'à l'organisation du pouvoir exécutif par la prochaine représentation nationale.»

L'amendement de M. Arago est repoussé par 20 voix.

Enfin on met aux voix le 3<sup>e</sup> § du projet de M. Dufaure. Il est repoussé par 20 voix contre 7.

On procède enfin à la nomination du rapporteur.

M. de Broglie obtient 19 voix; M. Grivart

obtient 3 voix et M. Bathie obtient 1 voix. Sept membres de la gauche s'abstiennent. M. de Broglie est nommé rapporteur.

Les journaux de Paris ont parlé à plusieurs reprises depuis quelques jours d'une lettre que le comte de Chambord aurait adressée à M. le duc de la Rochefoucauld, touchant l'éventualité d'une visite de M. le comte de Paris au château de la maison de Bourbon. Le *Monde* se dit en mesure d'en donner, sinon le texte exact, du moins le sens précis.

Voici, d'après la feuille cléricale, la teneur de la lettre arrivée à Paris le 2 février:

«Ce que vous me dites n'est pas officiel, je ne puis donc répondre officiellement; mais vous pouvez dire que j'ai toujours désiré une réconciliation sincère dans ma famille; je la désire aujourd'hui plus que jamais. S'il est vrai que M. le comte de Paris ait le désir de venir me voir, je le recevrai à bras ouverts, et je lui en faciliterai les moyens jusqu'à la dernière limite du possible.»

«Cependant une pareille visite ne saurait avoir un caractère privé; elle est de nature à exercer une telle influence sur l'état de la France, qu'il est de mon devoir de lui en faire connaître la nature et les conséquences. Aussi je demanderai à M. le comte de Paris de me dire en m'abordant:

«Mon cousin, je viens auprès de vous saluer le chef de ma famille, et reconnaître en vous le dépositaire de tous les droits de notre race; je vous demande de me permettre et à tous les miens de nous placer auprès de vous, chacun selon notre rang!»

«Le reste de la lettre indique le désir de ne traiter aucune des questions politiques qui divisent la France royale, par la raison que ces questions ne peuvent être résolues d'un commun accord qu'entre le roi et l'Assemblée Nationale.»

«Nous ne dirons pas de qui nous tenons ces renseignements, mais nous en garantissons l'authenticité.»

On signale le passage à Paris de M. J. B. Miles, secrétaire de la Société de la paix des États-Unis.

M. Miles vient en Europe, au nom des hommes les plus considérables de tous les partis et de toutes les religions de son pays, dans le but de s'entendre avec les personnages compétents des diverses contrées européennes sur les moyens propres à la préparation d'une loi internationale destinée à généraliser à l'avenir l'usage de l'arbitrage entre les nations.

M. Miles a exposé ses idées, en séance de la Société des amis de la paix de France.

Un épouvantable désastre vient de frapper la colonie française de la mer des Indes, déjà si cruellement éprouvée depuis quelques années. Un télégramme nous avait déjà donné la nouvelle qu'un coup de vent avait ravagé l'île de la Réunion; on était loin de soupçonner toute l'étendue du désastre; les journaux de la Réunion nous donnent à ce sujet de tristes détails.

C'est le 7 janvier que le cyclone s'est abattu sur l'île.

«Toute la journée, dit le *Courrier de la Réunion*, on était comme dans une véritable fournaise: c'était du feu qui soufflait la bise; le soir la baisse continue du baromètre, un ciel empourpré et couvert de nuages aux sinistres couleurs de cuivre, indiquaient, à ne pouvoir s'y méprendre, le très-proche voisinage et la course presque directe sur l'île du terrible météore.»

«Vers sept heures du soir le baromètre descendait à 721 millimètres, l'ouragan se déchaînait terrible sur Saint-Denis. Jusque dans la nuit c'était un bruit assourdissant de pluie foudroyée par les rafales, de maisons ébranlées, de murs s'effondrant, de toiles et d'arbres s'abattant en éclats, avec des intervalles de calme extraordinaire et inquiétant.»

«Au matin, c'était un véritable panorama de ruines: Saint-Denis, si verdoyant, si résolu à la veille d'embraser et de brûler, ressemblait à une ville prise d'assaut et saignée par la mitraille. Des toits emportés, des magasins défoncés et jonchant toutes les rues de branches et de feuilles souillées, tel est l'aspect que présente la ville. Ce n'est plus la végétation des tropiques, c'est quelque chose comme la mort ou l'agonie d'une brillante nature.»

«Une pluie torrentielle qui est tombée pendant toute la durée du cyclone est venue ajouter les désastres de l'inondation à ceux du vent. Le *Moniteur de la Réunion* nous en donne la longue et navrante nomenclature. L'Hôtel de Ville, le théâtre et nombre de monuments publics ont eu leur toiture enlevée, presque toutes les églises sont dans un état déplorable. Le Palais de Justice a été tellement entamé par la première session trimestrielle des assises, ouverte le 6 du courant, a dû être renvoyée au 25 janvier à cause des nombreuses réparations reconnues indispensables.»

«Dans les faubourgs, plus de cinquante maisons ont été complètement détruites et plus de cinquante familles sont sans asile et sans pain. Dans l'intérieur de la ville, d'énormes arbres renversés ont abattu sous leur chute des pans de mur et endommagé des maisons. Quarante tombereaux et une machine à vapeur ne suffisent pas à débarrasser la ville des arbres et des montagnes de feuilles qui encombrant les rues. Saint-Denis est un immense verger, et ce sont les débris de ce verger qui, jonchant aujourd'hui les pavés, répandent des miasmes délétères qui, dans une localité déjà ravagée par la fièvre, font craindre une nouvelle et terrible épidémie.»

«La campagne n'a pas été moins éprouvée que la ville. Des usines ont été renversées, les sucreries, les plantations détruites. Dans une des propriétés voisines de Saint-Denis, une écurie s'est écroulée, ensevelissant quarante bœufs sous ses débris.»

«On estime que la moitié de la récolte en cannes est perdue. Des femmes, des enfants ont été emportés par les eaux; à Saint-Paul, l'inondation a pris de telles proportions qu'on a été obligé de procéder au sauvetage des habitants en bateau.»

«Il est difficile d'avoir des nouvelles complètes; car les rivières, débordant de tous côtés, rendent sur beaucoup de points les communications tout à fait impossibles.»

«Le directeur de l'intérieur de la Réunion, M. Laugier, est parti de Saint-Denis pour faire une tournée dans toutes les communes et aviser aux moyens de faire face aux besoins les plus urgents.»

#### Grande-Bretagne.

CHAMBRE DES LORDS.

Séance du 6 février.

LE COMTE DE CLARENDON propose l'adresse à la Couronne en réponse au discours du trône; il commente successivement chacun des paragraphes, et en ce qui concerne la question de l'Asie centrale, dit que la politique du gouvernement a été à la fois pacifique et ferme, et qu'il n'est pas probable que les relations amicales de l'Angleterre avec la Russie seront troublées parce que la première demande à la seconde d'enfermer ses progrès dans des limites judiciaires. La question de l'enseignement

en Irlande doit être hardiment abordée, et quoi que l'orateur ne soit pas dans la confiance du gouvernement, il ne craint pas qu'une dotation aux catholiques forme partie de son programme.

LORD MONTAGUE seconde la proposition d'adresse, et après avoir brièvement passé en revue les autres sujets, il insiste sur la question de la réforme de l'université d'Irlande, à laquelle, comme Irlandais, il se déclare vivement intéressé.

LORD DERBY exprime son regret de ce qu'une latitude suffisante n'a pas été accordée aux arbitres dans la question de San Juan, et fait ressortir, en ce qui concerne l'affaire de l'Alabama, qu'il y a une grande différence entre ce que l'on avait soutenu en 1864 et l'abandon absolu qu'on a fait en 1872. Quant à la question de l'Asie centrale, il se croit obligé de suspendre absolument tout jugement jusqu'à ce qu'il soit mieux instruit; il se contente pour le moment d'exprimer la ferme opinion que l'Angleterre ne se laissera pas entraîner à chercher une extension de territoire ou à contracter des alliances qui pourraient l'engager dans une guerre.

LORD GRANVILLE, répondant aux critiques du précédent orateur, insiste sur ce que les nouvelles règles adoptées étaient essentielles pour la bonne direction de la procédure devant le tribunal arbitral de Genève et la solution des diverses matières en discussion.

Abordant la question de ce qui s'est passé entre l'Angleterre et la Russie au sujet de l'Asie centrale, l'orateur s'exprime en ces termes: «Je n'ai guère à faire qu'un simple exposé. Le fait est qu'en 1859 il y eut plusieurs discussions entre lord Clarendon et le gouvernement russe au sujet de l'opportunité d'établir une frontière septentrionale, que la Russie ne dépasserait pas, et bien qu'il fut admis qu'il était désirable d'arriver à une entente sur ce point, pourtant il n'en fut conclu aucune.»

«Depuis lors d'autres communications ont été échangées entre les deux gouvernements, et en octobre de l'année dernière j'envoyai au gouvernement russe une dépêche exposant de nouveau quelle ligne frontière pourrait, dans notre opinion, être adoptée. Puis vint une dépêche du prince Gortchakow contenant un échec du principe de la contrainte, et déclarant qu'il était d'accord avec le gouvernement anglais au sujet d'une grande partie de la ligne proposée, mais demandant des raisons contre cette partie de la proposition qui avait trait aux deux provinces de Badakshan et de Wakhlan. Après avoir reçu cette dépêche, je fis informer que le comte Schouvalov était chargé par l'Empereur de la Russie de venir en ce pays, et le 8 janvier de l'année actuelle, j'écrivis à lord A. Loftus une dépêche dans laquelle je disais:

«Ayant été informé par V. Exc. et par le comte Brunow que le comte Schouvalov, un homme d'Etat qui jouit de toute la confiance de l'Empereur de Russie, a quitté Saint-Petersbourg pour Londres sur le désir de Sa Majesté Impériale, j'ai en le plaisir de recevoir S. Exc. le 8 de ce mois. Elle m'a confirmé le fait que c'est sur le désir de l'Empereur qu'elle a cherché une entrevue personnelle avec moi. Sa Majesté Impériale avait ressenti une grande surprise en apprenant de diverses sources qu'une certaine mesure d'excitation et de susceptibilité avait été causée dans l'esprit public de ce pays au sujet de questions qui se rattachent à l'Asie centrale. L'Empereur ne connaît pas de questions dans l'Asie centrale qui pourraient affecter la bonne entente entre les deux pays.»

«Il est vrai que l'on n'est pas tombé d'accord sur quelques-uns des détails de l'arrangement conclu par lord Clarendon et le prince Gortchakow sur la base des recommandations de M. Forsyth relativement aux frontières de l'Afghanistan; mais la question ne doit pas être une cause de trouble pour les bonnes relations des deux pays. Sa Majesté Impériale a consenti à presque tout ce que nous avons demandé. Il ne reste que le point qui concerne les provinces de Badakshan et de Wakhlan. Les départements de chaque gouvernement peuvent respectivement user d'arguments, mais l'Empereur est d'opinion qu'une pareille question ne doit pas être mise en cause de différend entre les deux pays, et Sa Majesté Impériale est déterminée à ce qu'il n'en soit pas ainsi. Elle est déterminée à donner suite à cette résolution en conséquence de la confiance de l'Empereur de la Russie.»

«Le comte Schouvalov a ajouté, en son nom personnel, le désir du gouvernement de ce pays, si tel est le désir du gouvernement de Sa Majesté, l'accord peut être conclu à une période très rapprochée. En ce qui concerne l'expédition de Khiva, il est vrai qu'elle est décidée pour le printemps prochain. Pour donner une idée de son caractère, il suffit de dire qu'elle consistera en quatre bataillons et demi. Son objet est de punir des actes de brigandage, de recouvrer 50 prisonniers russes et d'apprendre au khan qu'une pareille conduite de sa part ne peut se continuer avec l'impunité à laquelle la modération de la Russie l'a conduit à croire.

«Non-seulement il est loin de l'intention de l'Empereur de prendre possession de Khiva, mais des ordres positifs ont été préparés pour l'empêcher, et des instructions ont été données que les conditions à imposer devront être telles qu'elles ne pourront en aucun cas conduire à une occupation prolongée de Khiva. Le comte Schouvalov a répété la surprise que l'Empereur, entretenant de pareils sentiments, a ressentie de l'inquiétude que l'on dit exister en Angleterre à ce sujet, et il m'a affirmé formellement que je pouvais donner des assurances positives sur cette matière au Parlement.»

«Je ne puis m'empêcher de dire que, considérant la forme du gouvernement russe, j'attache autant de valeur à cette déclaration que je pourrais être disposé à en accorder à un engagement plus officiel.

«Je remercie Vos Seigneuries d'avoir écouté avec tant de patience l'exposé que je viens de faire; j'ai cru qu'il était de mon devoir de vous donner toutes les informations que je pouvais en un temps limité, et sans peser trop longtemps sur l'attention de Vos Seigneuries.»

Le surplus de la séance est consacré à une discussion peu intéressante sur les règles adoptées pour soumettre à l'arbitrage à l'avenir les différends qui pourraient encore s'élever entre l'Angleterre et l'Amérique.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 6 février.

M. GLADSTONE, chef du cabinet, annonce que, jeudi prochain, il proposera à la Chambre de se constituer en comité pour la discussion du bill relatif à l'enseignement universitaire en Irlande.

M. LITTLETON propose l'adresse en réponse au discours de la Couronne. En examinant les termes de ce document en ce qui concerne la question de l'Asie centrale, il émet l'opinion que la meilleure frontière pour les Indes ce serait le bon gouvernement du pays.

M. DISRAELI prend acte que le discours du trône renferme dix paragraphes à propos de nos relations extérieures et cinq sur des sujets de politique intérieure. Il espère, en ce qui regarde le projet de bill concernant l'enseignement en Irlande, que le gouvernement respectera les droits de la conscience religieuse. Il reproche au gouvernement d'avoir manqué à son devoir en attendant la production des documents dans l'affaire de l'arbitrage de Genève pour instruire le Parlement. Il blâme l'adoption des trois articles réglementaires après la signature du traité, d'autant plus que le tribunal arbitral les a interprétés d'une manière tout opposée à celle du gouvernement. A l'égard du traité avec la France il compte que les intérêts de l'Angleterre n'ont pas été sacrifiés légèrement. Quant à nos relations avec la Russie, il n'a jamais, quant à lui, fait opposition au développement naturel de ce vaste pays par des voies naturelles. La conquête de Constantinople ou l'invasion de l'Inde (par la Russie) serait, du reste, un obstacle absolu à ce développement. Ce serait un rêve insensé qui provoquerait une résistance certaine.

M. WHITE dit que le pays soit mécontent du jugement de Genève. Il maintient que nous nous en sommes tirés fort bien et que nous aurions dû être condamnés à une plus grosse indemnité.

M. LAIRD soutient que si l'on avait procédé à l'enquête réclamée par les constructeurs de l'Alabama immédiatement après l'évasion de ce navire, il n'y aurait pas eu de raison pour instituer un arbitrage.

M. GLADSTONE, répondant à M. Disraeli, dit au sujet de la question de l'Asie centrale: «Le très-honorable gentleman a exprimé l'espoir que les documents qui concernent l'Asie centrale seront déposés sur le bureau de la Chambre. Mon espoir est que ces documents seront déposés sur le bureau à une date très rapprochée, mais si l'honorable membre s'adresse jusqu'à quelle époque rapprochée ils s'adresseront, il comprendra facilement qu'il n'est pas possible de les déposer dès ce soir. Et ici je dois dire encore que mon honorable ami, le membre pour Waterford, a appelé mon attention sur un sujet que l'on est trop enclin à perdre de vue en ce qui touche l'Asie centrale et l'expédition projetée par la Russie contre Khiva.»

«Nous aurions certainement considéré comme un acte de présomption de la part d'une puissance étrangère de nous dicter ou de vouloir nous dicter la ligne de conduite à suivre pour la délivrance de nos compatriotes captifs en Abyssinie, ou d'extorquer de nous par la pression tout engagement au sujet des mesures que nous pourrions adopter ou des conséquences qu'elles pourraient entraîner. J'espère que l'on se rappellera que pour autant que nous soyons en possession des faits — nous croyons que les causes qui ont amené la Russie à chercher le redressement des torts du khan de Khiva sont plus graves encore que celles qui nous ont conduits en Abyssinie, et nous tâcherons de payer à l'indépendance d'autres pays — alors même qu'ils seraient tentés pour un moment de l'oublier — ce même respect qu'en pareille circonstance nous réclamons et exigeons pour nous-mêmes.» (Acclamations.)

M. HARDY appréhende que les trois points supplémentaires ne deviennent une obligation internationale si on ne se les neut pas préférentiellement à la guerre plutôt que de s'y soumettre.

LE CHANCELIER DE L'ÉCHEQUIER justifie la politique du cabinet quant à l'acceptation des trois articles. Il a fait en horreur, en détestation, la guerre, et comme le seul moyen, selon lui, de l'éviter, c'est de recourir à l'arbitrage, il pense avoir le droit de dire qu'il est mieux valu encore arriver à une décision sans jugement, comme l'a fait l'Empereur d'Allemagne dans l'affaire des limites de San-Juan.

ST. JOHN NORTHOTE, un des négociateurs du traité, nie que les droits du Canada aient été sacrifiés. Au contraire, l'arrangement est extrêmement favorable à l'empire britannique en général, et au Canada en particulier.

M. BOUTWELL proteste contre l'assession qui porte que le Parlement a été une des parties agissantes dans la conclusion du traité. La Chambre des Communes n'endosse aucune responsabilité dans cette affaire.

La question était épuisée au procès au vote de l'adresse, qui est adoptée sans opposition. La séance est levée.

M. JOHN GALLETT a indiqué au dernier congrès de Brighton un exemple de combustion qu'il est bon de faire connaître.

Il s'agit de l'inflammation subite du coton imprégné d'huiles grasses. Une poignée de coton de rebout trempée dans de l'huile bouillante est ensuite torquée et placée avec du coton sec dans une boîte de 40 centimètres de long sur 12 centimètres de largeur et de hauteur. Une ouverture pratiquée dans le couvercle permet d'introduire un thermomètre au milieu du coton imprégné d'huile.

On dépose la boîte dans une chambre chauffée à une température très élevée, 70° environ. Au bout de quelques instants, on voit le thermomètre de la boîte s'élever notablement; au bout d'une heure, il marque 180°. Le coton prend bientôt feu, la fumée s'échappe, et si l'on porte la boîte à l'air, la flamme jaillit tout aussitôt. Avec de l'huile de lin crue, la combustion a lieu en cinq ou six heures; avec de l'huile de navette, au bout de dix heures la boîte et le coton sont consumés.

Dans une chambre dont la température ne dépasse pas 58°, les mêmes effets se produisent encore, mais avec plus de temps. L'huile de ricin, dont la densité est de 0,903, exige plus de vingt-quatre heures; l'huile de baléine, dont la densité est 0,916, détermine une combustion au bout de quatre heures. L'huile de phoque, dont la densité est 0,928, produit une combustion vive en moins de deux heures. Les huiles lourdes, extraites du charbon et des schistes, empêchent l'oxydation d'avoir lieu. Ces faits ne manquent pas d'importance, car dans des hangars ou des greniers couverts par du verre ou du zinc, la température s'élève quelquefois, pendant les grandes chaleurs, à 60 et même 70°.

On voit qu'il suffirait de placer cette boîte imprégnée des matières spongieuses et des corps inflammables, pour que le feu puisse prendre et qu'il se déclare des incendies redoutables.

Italie.

On mande de Rome en date du 7 février:

«Le pape recevant les évêques italiens dit, en parlant de la question des corporations religieuses:

«Il faut espérer dans le ciel, car les puissances ne veulent rien faire d'efficace en faveur des derniers restes des institutions monastiques en Italie.»

Rome, 8 février. — M. de Corcelles, accompagné du personnel de l'ambassade, vient de présenter ses lettres de créance au pape, en audience privée, le cérémonial du Vatican ne comportant plus d'audience solennelle. M. de Corcelles a été ensuite reçu par le cardinal Antonelli.

La commission des corporations religieuses s'est réunie aujourd'hui, et a décidé d'appeler le ministre à assister à la séance du 10.

La Chambre a commencé la discussion du budget de la marine. Le ministre, répondant à M. Villa, qui lui demandait si le capitaine Racchia avait été chargé d'occuper une localité dans l'île de Bornéo, a déclaré que le capitaine Racchia n'avait pas d'autre mission que celle

de protéger le commerce dans ces eaux et de faire des études hydrographiques.

— La *Nazione* reçoit de Rome une correspondance qui donne des informations sur l'état de la question relative aux ordres religieux. On avait proposé au ministère deux solutions à l'égard des généraux. Par la première, on lui proposait d'augmenter la liste civile du pape, qui serait chargée de pourvoir lui-même aux moyens d'existence des généraux. Le ministère a rejeté cette proposition, qu'il ne trouve pas sérieuse, vu que le pape a déjà refusé formellement l'allocation que le gouvernement lui a faite; comment pourrait-il donc en accepter l'augmentation? Comment, en se chargeant de l'existence des généraux, pourrait-il prêter la main à l'exécution d'une loi qu'il condamne? On a proposé un autre arrangement, et voici en quoi il consiste: Toutes les maisons générales possèdent une église. On pourrait aliéner le patrimoine de ces maisons, le convertir en rentes sur l'Etat et en livrer le titre aux églises. Le convent annexé à l'église serait la résidence des généraux. Cette solution ne déplaît pas au ministère, mais elle présente des difficultés: Quel serait le nombre des religieux dont le général a besoin pour l'exercice de ses fonctions? Combien d'argent lui faut-il? Comment fixer cette somme? Comment la proportionner aux nécessités de chaque maison générale en particulier? La commission se perd dans ce labyrinthe. Ils ne voient qu'un moyen, qui est le plus simple, et ils insistent là-dessus. Ils demandent qu'on convertisse les biens des ordres en rentes sur l'Etat et que le produit de la conversion soit donné en propriété au Saint-Siège. Le ministère transigerait moyennant une réserve: il veut que, dans le cas d'un retour du Saint-Siège, et tant que celui-ci y persévérerait, on établisse un système de transition. C'est ce régime qui est maintenant l'objet des débats de la commission.

— Le comité privé a continué, le 6 la discussion de la loi sur le recrutement de l'armée.

Sur la proposition de l'honorable Giudici, on a décidé de circonscire les débats aux chapitres 4, 6 et 7, qui traitent du contingent, des renvois et de la troisième catégorie, et à quelques autres articles.

Le chapitre 4, qui divise le contingent en trois catégories, contient les dispositions les plus importantes de la loi.

L'honorable Zanolin a proposé d'établir, dès à présent, que le contingent de 1<sup>re</sup> catégorie ne pourra pas être moindre des trois quarts de l'effectif total.

L'honorable Corte a proposé de ne former que deux catégories, en comprenant dans la première tous les jeunes gens qui n'ont pas de titres à l'exonération; les hommes compris dans la seconde catégorie seraient soumis aux obligations imposées par le projet de loi à la troisième catégorie.

Le ministre de la guerre, sans combattre d'une façon absolue la motion de M. Zanolin, a fait observer que les crédits portés au budget n'étaient pas suffisants pour permettre la réalisation de ces idées.

Répondant à la proposition formulée par l'honorable Corte, il a démontré la nécessité des trois catégories créées par la nouvelle loi.

L'honorable Farini a soutenu l'opportunité d'un contingent invariable, surtout au point de vue des intérêts sociaux.

A la suite de quelques autres observations, et de quelques recommandations, le chapitre 4 a été approuvé.

La discussion a été ensuite ouverte sur le chapitre 6, traitant des renvois. L'honorable La Russa a proposé de déterminer par loi les cas de renvoi. Un débat animé, auquel ont pris part les honorables Negrotto, Del Giudice, Torre, San Marzano et Pancrazi, s'est ensuite élevé sur la question de savoir à qui compétait le droit de statuer sur les cas de renvoi. Le chapitre 6 a été ensuite approuvé sous la réserve de quelques recommandations qui seront transmises à la commission. On croit que la discussion de ce projet pourra être terminée le 8.

— Le *Diritto* examiné dans son premier article la loi sur le recrutement de l'armée italienne. Il fait d'abord observer que le projet de loi a rencontré des adversaires là où on s'attendait le moins; d'un autre côté, on l'a combattu avec des arguments tout à fait imprévus. On pouvait croire que la loi en question aurait eu pour adversaires les partisans des armées qui brillent bien plus par la qualité que par la quantité des soldats, par ceux qui sont convaincus que trois ans d'instruction militaire ne suffisent pas pour former un vrai soldat, etc., etc. Bien loin de là. L'opposition s'est portée sur un autre terrain, et le moins solide. On fait abstraction des conséquences du service obligatoire, de la durée du service et même de la libération et du remplacement. Ce qu'on demande, c'est de rendre plus légère la charge du service obligatoire par de nombreuses exemptions; et sous prétexte de préserver les intérêts des classes libérales on multiplie tellement les cas d'exemption qu'on dénature le système du service obligatoire. C'est ce qui s'est passé au comité privé de la Chambre. En dehors, dans la presse, il n'y a presque pas de contradicteurs à signaler. La *Gazzetta Piemontese* est un des journaux opposants; elle déclare que la nouvelle loi sur le recrutement est une atteinte portée aux droits de l'humanité parce qu'on enlève aux familles leurs enfants, qu'on les soustrait à l'éducation, qu'on les expose en faveur des fils uniques ou aînés de veuves ou de pères infirmes. Le *Diritto* fait observer à la *Gazzetta* qu'elle oublie tous les avantages qu'on a apportés à cette loi. En effet, celle-ci dispense qu'il y aura une 3<sup>e</sup> catégorie dans laquelle entrent les individus auxquels la *Gazzetta* s'intéresse. De plus, un autre grief de la *Gazzetta*, c'est que la loi confond les faibles avec les forts, ceux qui se destinent aux études et aux professions libérales, avec la classe ouvrière. C'est méconnaître le principe d'égalité. Le *Diritto* répond que c'est l'ancienne loi qui violait ce principe, mais qu'elle faisait du remplacement le privilège de la richesse. Indépendamment de cela, la *Gazzetta* a le tort de ne pas prendre en considération toutes les mesures qu'on a prises en faveur des classes lettrées.

Espagne.

Les journaux de Bruxelles reçoivent de Madrid en date du 8 février la dépêche suivante, qui n'était guère de nature à faire prévoir la tournure qu'a prise l'affaire des officiers d'artillerie.

«Dans un conseil des ministres tenu aujourd'hui au palais, le roi a donné son approbation entière et sans réserve à la conduite du ministre dans la question des artilleries.

«Sa Majesté a signé un décret qui sera publié demain dans la *Gazette officielle*, et qui réorganise sur des bases démocratiques le corps de l'artillerie, en séparant la partie militaire de la partie scientifique.

«Après avoir fait acte de fermeté, en acceptant toutes les démissions, le ministre fait en même temps acte de générosité, en laissant la porte ouverte, pour faire partie de l'artillerie scientifique, à tous les officiers démissionnaires qui en feront la demande.»

— L'Imparcial dit que l'enquête faite à Ca-

dix ne démontre nullement la culpabilité du



de débiter le demandeur, McClurg, attendu que celui-ci ne paie jamais ses propres dettes, même quand il y est condamné en justice. — Vous en avez menti! s'est crié McClurg. Cette interruption a été faite par le demandeur, et le demandeur a battu précipitamment en retraite, non sans sentir plus d'une fois le contact de la botte de M. Marshall.

Après l'expulsion violente du demandeur et de son principal témoin, les choses devaient aller et ont été toutes seules. L'attorney, tout fier de ses deux victoires successives, a demandé simplement le débiteur, que l'alderman s'est hâté d'accorder, attendu que le plaingnant s'est conduit comme un goguet et un vilain en présence du squire.

## DERNIÈRES NOUVELLES.

FRANCE.

Il paraît — dit le Temps du 9 au soir — que le rejet par la Commission des Trente de l'article 4 (réduction du gouvernement) ne serait pas considéré à la présidence comme devant motiver une rupture. On assure que plusieurs membres de la droite seraient venus dans la soirée insister sur ce point et que le désaccord n'était que dans la forme, et que l'entente sur le fond restait toujours possible.

On ajoute que M. Thiers se serait montré dans une certaine mesure, du même avis. On semblerait croire des deux côtés que la conciliation pourrait encore se faire sur le rapport de M. de Broglie.

Le véritable motif du vote final serait que la majorité de la commission craindrait, en insérant dans la loi l'époque même déterminée de la dissolution, de fournir aux adversaires de l'Assemblée l'occasion d'entreprendre une nouvelle campagne dissolutionniste.

D'autre part, elle serait peu disposée à abandonner l'intérêt des élections générales à la direction de M. Thiers; elle irait même, d'après certains renseignements, jusqu'à proposer pour cette période l'institution d'une commission exécutive avec laquelle M. Thiers serait tenu de partager le gouvernement.

— L'Union dément l'existence de la lettre attribuée au comte de Chambord par le Monde

et l'Union. Voici, d'après la feuille légitimiste, ce qui réellement aurait eu lieu : Ces jours derniers, pour répondre à des questions qui leur étaient adressées de divers côtés, les amis les plus autorisés de M. le comte de Chambord ont cru devoir faire connaître des instructions déjà anciennes et récemment confirmées dans la prévision d'une visite qui lui serait faite par les princes d'Orléans.

Il résulterait de ces instructions qu'une démarche de l'importance de celle que ferait M. le comte de Paris ne saurait avoir un caractère purement privé.

La visite de M. le comte de Paris n'aurait sa valeur véritable que si le prince disait qu'il vient reconnaître le principe du M. le comte de Chambord est le représentant, et se place à son rang dans la famille royale de France.

Voilà les faits dans leur simplicité.

Le XIX<sup>e</sup> Siècle rapporte, d'autre part, les paroles suivantes, que M. le comte de Paris aurait prononcées récemment, suivant ce journal, dans un entretien avec un membre du Parlement anglais :

« Si la France, disait-il, se décide à placer M. de Chambord sur le trône, je serai le premier à m'incliner devant la volonté nationale. Mais si le choix de mes concitoyens se portait sur moi, je prendrais le pouvoir en main sans hésitation et sans scrupule. Le pays dirait qu'il veut, j'attendrais son bon plaisir, et surtout j'évitais de donner le moindre prétexte à une nouvelle proscription qui me renverrait en exil. »

— On lit dans la Gazette des Tribunaux : « Nous avons dit qu'une instruction criminelle était suivie sur les faits qui se rattachent à l'organisation et à l'administration de la Société industrielle.

« Au nombre des personnes qui viennent d'être mises en état d'arrestation, figurent MM. Lefebvre-Durand, ancien ministre, marquis de Radeau; Randoing, ancien député, tous trois membres du conseil d'administration de la Société industrielle.

« Un mandat d'arrêt avait été également lancé contre M. de Coetlogon, mais au moment où les agents se présentaient à son domicile pour le mettre à exécution, M. de Coetlogon a pu se sauver par une issue, et bien qu'immédiatement poursuivi, il a pu s'échapper. »

Genève, dimanche 9 février. — Le Grand-Conseil a décidé par 85 voix contre 15 de prendre pour base des délibérations le projet de loi sur l'organisation du culte catholique tel qu'il a été élaboré par la majorité de la commission du Grand-Conseil, et à écarter ainsi le projet émanant du Conseil d'Etat et celui de la minorité de la commission. Après de longs débats, l'assemblée a voté l'art. 1<sup>er</sup>, stipulant que les curés et les vicaires sont élus par le peuple, mais salariés par l'Etat.

Les 15 voix de la minorité s'étaient prononcées pour la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat.

## DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE

Vienne, mercredi 12 février.

On mande de Séraïévo qu'Assin-Pacha a établi une entente avec le Monténégro et que les rapports de la principauté avec la Turquie reprennent leur état normal.

La Gazette des Etrangers annonce de Constantinople que le sultan continue à être souffrant. Le gouvernement ottoman s'occupe actuellement du plan pour la défense du Danube, présenté par Mehmed-Pacha.

Le ministre cisleithan a déjà obtenu le consentement impérial pour le projet de loi sur la réforme électorale à présenter au Reichsrath.

Autre dépêche.

Rome, mercredi 12 février.

L'Agence Stefani dément la nouvelle donnée par l'Opinion que le cabinet de Vienne aurait accepté le rôle d'arbitre dans la question du Laurion. Elle ajoute que rien de nouveau n'est survenu dans cette affaire.

Autre dépêche.

Berlin, mercredi 12 février, au soir.

La Kreuz-Zeitung dément la nouvelle qu'elle avait donnée hier de la nomination du colonel Boehm comme agent militaire allemand à St-Petersbourg.

Autre dépêche.

Madrid, mercredi 12 février.

Les Cortès ont accepté à l'unanimité l'abdication du roi. Sa Majesté a quitté Madrid dans la matinée. Les Cortès ont proclamé la république à la majorité de 266 voix contre 32.

Autre dépêche.

Rio-Janeiro, 22 janvier.

La chaleur est atroce. La fièvre jaune fait en moyenne quarante victimes par jour.

La Chambre des Députés a commencé hier la discussion de l'adresse.

BOURSE DE BERLIN DU 12 FEVRIER.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersb., 91 th. pour 100 r.

A 3 mois sur St-Petersb., 90 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes 82 7/8 th. pour 90 r.

Prix de la demi-impériale 5 th. 16 silb.

Emprunt russe de 1882 90 7/8.

Obligations consolidées de 1870 92 1/4.

Emprunt russe 3 0/0 66 7/8.

1<sup>er</sup> emprunt à lots et primes 129 5/8.

2<sup>e</sup> emprunt à lots et primes 130 7/8.

5<sup>e</sup> emprunt (1854) 77 1/4.

6<sup>e</sup> emprunt (1855) 91 1/4.

Obligations du chemin de fer de Nicolaï 76 1/4.

Obligations du chemin de fer de Varsovie-Vienne 86 3/4.

DÉPÊCHE DE L'INTÉRIEUR.

BOURSE DE RUSSIE DU 31 JANVIER.

Cours du change sur Anvers, à trois mois 347 1/4.

Cent. vend. 347 3/4 ach.

Cours du change sur Londres, à trois mois 32 15/16 vend.

Cours du change sur Hambourg, à trois mois 278 3/4 ach.

Cours du change sur Paris, à trois mois 349 1/2.

Cent. vend. 350 1/2 ach.

Faits divers.

Voici un joli fait d'avarice, dit le Figaro,

dont nous pouvons absolument garantir l'authenticité :

« Une négociante enrichie possède une grande propriété dans les environs de Paris, et s'y livre à l'élevage des volailles.

« Il y a quatre jours, un fermier du voisi-

nage vint la prier de lui prêter une poule pour lui faire couvrir ses œufs.

« La dame fit d'abord la grimace; ce ne fut qu'après une longue discussion qu'elle consentit à prêter l'animal.

« Seulement, prévoyant que les soucis de la maternité feraient maigrir la poule, elle stipula par écrit que lorsque la bête lui serait rendue on la pèserait, et qu'on compléterait le poids avec des petits poulets.

« Tout le monde peut se confectionner, de la manière suivante, un baromètre économique :

Prenez 50 centigrammes de camphre, autant de sel de nître et de sel ammoniac.

Faites fondre séparément ces trois substances dans de l'eau-de-vie pure, en plaçant le flacon contenant le camphre dans l'eau chaude pour qu'il se dissolve rapidement.

Ces trois solutions sont ensuite mélangées dans un flacon long et étroit comme les flacons d'eau de Cologne. On bouche et l'on cache à la cire, puis on le suspend en plein nord.

Si le liquide se maintient clair et limpide, c'est beau temps.

S'il se trouble, c'est la pluie.

S'il se caille au fond, c'est le froid.

S'il se forme de légers nuages suspendus dans le liquide, c'est la tempête.

S'ils sont plus gros et rassemblés, c'est la pluie ou la neige.

Si, au lieu d'amas plus ou moins volumineux, il apparaît des filaments dans la partie supérieure du flacon, c'est du vent.

Les simples nébulosités annoncent un temps humide et variable.

Quand ces nébulosités tendent à s'élever, cela indique que le vent souffle dans les hautes régions de l'atmosphère.

Voilà, pour quiconque tient à consulter et prévoir les variations atmosphériques, et notamment les cultivateurs, qui y ont constamment le plus grand intérêt, un moyen bien simple et peu coûteux de devenir astronome à bon marché.

(Constitutionnel.)

M<sup>me</sup> HÉLÈNE S. VONGL

dentiste américain de New-York, reçoit journellement, Petite-Morskaia, n° 21.

259

## Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG.

Mercredi 31 janvier (12 février).

Baromètre à 0 millim.

État de la mer.

Température Celsius.

État de la mer.

Humidité relative.

Quantité de pluie.

Direction et force du vent.

Petersb. : 9 h. s. hier 748 9 - 9.5 - 3.6 - 5.2 85 10 S 2

7 h. m. hier 749 0 - 9.2 - 2.9 - 6.8 96 10 SO 2

1 h. ap. m. 750 1 - 8.2 - 5.0 - 2.6 90 9 O 2

Depuis hier 1 h. après-midi - 9.0 millimètres de neige.

Du 30 janvier (11 février).

Paris. : 767 + 4 - 1 - 6 - 10 N 6

Vienne. : 736 + 10 - 1 - 10 - 10 N 1

Prague. : 738 + 2 - 2 - 10 - 10 N 1

Cracovie. : 736 + 7 - 4 - 10 - 10 NE 0

Trieste. : 750 + 10 + 5 + 2 - 10 E 1

Rome. : 748 + 12 + 2 - 6 - 10 NE 0

Lesina. : 752 + 8 + 7 - 0 - 10 O 4

Constant. : 751 + 10 + 9 + 3 - 10 NE 0

Tiflis. : 728 + 0 + 4 + 7 86 10 E 1

Barnaul. : 759 + 4 - 20 - 0 80 2 SO 2

Irkoutsk. : 740 + 9 - 10 - 10 - 10 Idem.

« Neige. » Idem. « Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

« Brouillard, hier pluie. » Idem.

## Spectacles.

Du 1<sup>er</sup> février.

GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien 4<sup>e</sup> abon. 17<sup>e</sup> repr.

Romeo et Juliette, opéra en 5 actes. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE MARIE. — Espanckij dvorjannyj, kom. v 5 d., s 5 kuznecami, xori i tancami.

Pribyl'niki na Pleskax i Parikmexer, s 1<sup>er</sup> Pleskax, kom. v 5 d., s 5 kuznecami, xori i tancami.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Anglijskij dvorjannyj, kom. v 5 d., s 5 kuznecami, xori i tancami.

THÉÂTRE MICHEL. — 2<sup>e</sup> abon. suppl. spect. n° 1.

Lady Tartuffe, com. en 5 actes et en prose; le Code des femmes, com. en 1 acte; En Troika. — (7 h.)

THÉÂTRE BOUFFE. — Les Griffes du diable avec le concours de M<sup>lle</sup> SALLY, 1<sup>er</sup> abonement 2<sup>e</sup> représentation. — (8 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.

UNE pendule ancienne en bois incrusté de bronze, un violon ital., 5 tabl., à l'huile sont à vendre. Voznessensky, 33, log. 40, à voir après 8 h.

A VENDRE un traineau. — Grande Millionnaia, maison n° 29. S'adresser même maison, logement n° 42.

A VENDRE un petit COUPÉ et CABRIOLET peu employés. Rue Voznessenskaia, n° 20, chez le carrossier.

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui jeudi 1<sup>er</sup> février

GRANDE REPRÉSENTATION

On commencera à 7 heures 1/2.

Prix des places comme à l'ordinaire.

Demain vendredi 2 février, grande représentation.

Samedi 3 février au bénéfice de M. C. Hinné fils, grand représentation gala. Le bénéficiaire montera l'épaulon russe Hinné, du haras de M. Maclell, dressé en peu de temps pour la haute école.

Le directeur Ch. Hinné.

## UNE JEUNE ANGLAISE

munie des meilleures recommandations, et parlant plusieurs langues, désire trouver une place de dame de compagnie, soit